

La Banque mondiale et le secteur de l'eau et l'assainissement

The logo consists of the letters 'FAN' in a bold, blue, sans-serif font, enclosed within a blue circle. This circle is surrounded by three concentric, light blue rings that resemble ripples on water.

UN GUIDE POUR L'ENGAGEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Avant-propos



Danielle Morley
Secrétaire exécutive
Freshwater Action Network

L'influence politique et les investissements financiers de la Banque mondiale dans le secteur de l'eau et l'assainissement ne cessent d'augmenter. Des défis complexes, y compris la crise de l'assainissement et les changements climatiques, exigent un engagement accru de la part de la Banque mondiale et de la société civile pour tirer des leçons des expériences passées et trouver des façons inédites de résoudre les problèmes ensemble.

Outre le fait qu'il s'imposera comme un ouvrage de référence pratique, ce guide est un point de départ pour accroître l'efficacité des contacts du FAN avec la Banque mondiale et de ses efforts de plaidoyer auprès d'elle. Nous espérons qu'il ouvrira toute un éventail de discussions entre nos adhérents et qu'il nous aidera à mettre en commun des expériences et un savoir-faire qui renforcent notre collaboration avec la Banque.

Nos recherches ont montré que de vastes sujets, comme l'influence sur les Stratégies d'aide-pays et l'appréciation de l'Analyse d'impact social et pauvreté, ainsi que divers enjeux thématiques (y compris le rôle de la Banque dans le soutien des approches fondées sur les droits et les changements climatiques), sont des domaines où l'information, les connaissances et l'expérience pourraient être mieux partagées et discutées dans l'ensemble du réseau.

Toutefois, bien qu'il s'agisse d'une importante source de financement, beaucoup de gens éprouvent des difficultés lorsqu'il s'agit d'accéder à des projets de la Banque mondiale.

Si ce guide offre des conseils sur les cycles de projet et l'établissement d'une relation avec le personnel de la Banque, l'influence sur les projets individuels est un domaine sur lequel il est nécessaire de partager davantage de savoir-faire. De même, de bonnes pratiques ont besoin d'être mieux développées et comprises par la société civile et la Banque.

À mesure que le FAN continue de relier le local au mondial et de servir de tribune pour le partage d'expériences, nous avons besoin de votre contribution, de vos réactions et de vos questions, mais aussi de votre participation à nos discussions, aussi bien en ligne qu'en personne.

En partenariat

Danielle

Un message de la Banque Mondiale



John Garrison
Expert senior en société civile
Banque mondiale

Nous sommes heureux de préfacier cet ouvrage, publié par Freshwater Action Network – FAN. Si la Banque mondiale ne cautionne pas tous ses messages ou toutes ses analyses, nous sommes favorables à la diffusion du manuel car elle contribue au renforcement de la collaboration entre la Banque, les pouvoirs publics et la société civile concernant les politiques et les pratiques dans le secteur de l'eau.

Cette publication arrive dans le sillage d'un processus de collaboration de longue date entre la Banque et la société civile sur les questions liées à l'eau et l'assainissement qui a démarré il y a six ans et a sollicité la participation de nombreuses OSC au fil des années. Ce processus a comporté des sessions de dialogue politique, des ateliers techniques, des efforts de recherche conjoints et des échanges d'information continus à Washington et au niveau des pays. Le manuel du FAN renferme non seulement des informations utiles sur les origines de la Banque mondiale et sa structure de gouvernances, mais il apporte aussi des informations détaillées sur les politiques de la Banque en matière d'eau et d'assainissement. Nous espérons que les OSC trouveront particulièrement utiles les informations pratiques sur les différentes façons dont les OSC peuvent influencer et collaborer avec la Banque et les pouvoirs publics à la mise en œuvre de projets.

Comme nous le savons tous, l'eau est indispensable pour soutenir la vie et promouvoir l'activité économique ; or, les moyens de subsistance des plus pauvres sont intrinsèquement associés à l'accès aux services d'eau. L'eau est un intrant essentiel pour l'agriculture, l'industrie et l'énergie ; c'est aussi un moteur clé de la croissance et de la réduction de la pauvreté. Des demandes croissantes et souvent conflictuelles exercent des pressions énormes sur cette ressource limitée. On s'attend à ce que la consommation mondiale d'eau augmente de 50 pour cent au cours des 30 prochaines années pour répondre aux besoins de développement. Les changements climatiques vont encore exacerber la complexité de la gestion des ressources en eau en intensifiant et en accélérant la dynamique du cycle hydrologique.

Dans un tel contexte, la Banque mondiale joue un rôle unique pour le développement dans le secteur de l'eau. Elle est la plus grande source de financement extérieur des projets d'adduction d'eau et d'assainissement, d'irrigation et de drainage, de gestion des bassins fluviaux et autres secteurs liés à l'eau. De 2003 à 2010, on a observé une hausse significative de ses prêts à tous les secteurs de l'eau, y compris l'adduction d'eau et l'assainissement, l'irrigation et le drainage, l'hydroélectricité et la protection contre les inondations. La fourniture d'eau salubre et d'assainissement aux pauvres est un défi commun que les pouvoirs publics, la société civile, le secteur privé et les agences des bailleurs se doivent de relever et nous espérons sincèrement que ce manuel contribuera à promouvoir une meilleure compréhension et une plus grande collaboration entre ces acteurs.

In all its forms, civil society is probably the largest single factor in development. If not in its monetary contribution, then certainly in its human contribution and its experience and history. James D. Wolfensohn Former president, World Bank

À propos du FAN

Le Freshwater Action Network (FAN) (Réseau d'action pour l'eau) est un grand réseau d'organisations de la société civile (OSC) qui met en œuvre et influence les politiques et les pratiques en matière d'eau et d'assainissement. Où qu'ils soient dans le monde, nos membres sont respectés pour leurs compétences, leur expérience et leurs perspectives. Notre stratégie est forgée par un collectif de réseaux d'OSC en Amérique latine, en Afrique et en Asie

Notre vision

Un monde où l'eau est une ressource respectée, protégée et choyée pour toutes les formes de vie et où l'accès universel à l'eau et l'assainissement est assuré de façon responsable, juste et inclusive.

Notre mission

Améliorer la gouvernance de l'eau en renforçant le rôle de la société civile dans la prise de décisions, dans la perspective finale de faire du droit à l'eau et l'assainissement pour tous une réalité pour les générations d'aujourd'hui et de demain.

Principes de fonctionnement

- FAN est une organisation à but non lucratif ;
- Les membres du FAN se respectent mutuellement pour leurs compétences uniques, leurs expériences, leurs perspectives et leur contribution ;
- Le FAN défend l'égalité des sexes dans ses activités ;
- Le FAN encourage ses membres à s'approprier le réseau dans un esprit de coopération et de partage ;
- Le FAN respecte les principes de réseautage non hiérarchique et démocratique ;
- Le FAN promeut la facilitation et l'innovation et il est ouvert au changement et à l'apprentissage ;
- Le FAN promeut la voix des communautés marginalisées et exclues dans les politiques et les programmes ;
- Le FAN considère que la gestion durable des ressources en eau et les approvisionnements en eau sont intrinsèquement liés.

Remerciements

Le processus ayant permis de déterminer que ce guide était une nécessité a commencé en 2007 lors d'une réunion pendant la Semaine de l'eau de la Banque mondiale et il s'est poursuivi lors d'un processus ultérieur pour identifier des activités de dialogue en vue d'approfondir l'engagement envers le FAN et la Banque mondiale.

Kolleen Bouchane, Responsable de l'apprentissage et de l'action de plaidoyer pour le FAN, a dirigé la consultation mondiale, les contributions régionales et elle en est l'auteur principal. Elle sait gré aux membres de FAN Monde qui ont contribué à cette recherche en révisant les avant-projets, tout particulièrement Ramisetty Murali, coordonnatrice de FANSA et Jorge Mora, coordonnateur régional de FANCA et elle est reconnaissante à Seidy Salas Viquez, Amérique centrale et Depinder S. Kapur, Asie du Sud, pour leurs recherches concernant leurs régions respectives.

Des remerciements sincères sont également adressés à Cathy Revels et John Garrison à la Banque mondiale, non seulement pour le temps précieux qu'ils ont consacré à la révision des versions antérieures de ce rapport mais aussi pour leur engagement résolu au dialogue avec FAN et leur soutien de nos efforts afin de mieux comprendre la Banque. Gouthami Padam, consultant au sein du Pilier Eau de la Banque mondiale, a également été une ressource précieuse et a apporté un soutien dynamique tout au long du processus de même que Bob Roche, dont la mission auprès de la Banque afin de capturer des exemples d'une collaboration efficace entre les OSC et la Banque dans le secteur de l'eau et l'assainissement sera d'une grande importance pour nous aider à tirer les leçons des bonnes pratiques.

Merci également à Julia Bucknall, Responsable de secteur, Pilier Eau et Jaehyang So, Responsable, Programme Eau & Assainissement, pour avoir pris le temps pendant les Réunions de printemps, malgré leur agenda chargé, de rallier une téléconférence avec les membres du FAN à travers le monde non seulement pour entendre les points de vue du FAN mais aussi pour nous faire part de leurs propres travaux et de leurs avis. Pour leur engagement envers ce processus et envers le FAN alors même qu'ils changeaient de rôles et de portefeuilles à la Banque mondiale, nous adressons de vifs remerciements à Meike van Ginneken et Eric Dickson, Experts en eau et assainissement.

Le démarrage de ce guide aurait été beaucoup plus difficile sans Mary O'Connell, Responsable de la formation et de l'appui au plaidoyer, à WaterAid, qui a non seulement rédigé le premier précis sur la Banque mondiale pour le secteur WASH en 2005 mais dont l'infatigable soutien et les conseils nous ont été très précieux. Ceridwen Johnson, Responsable des communications et du réseau FAN, a soutenu dès le départ l'étude exploratoire entre la Banque mondiale et les OSC ; elle a aussi coordonné l'édition finale et la conception de cette publication. Nos très vifs remerciements à elles deux.

Pour leur contribution et leurs conseils sur certaines sections précises, merci à Jesse Griffith, Coordonnateur, Projet Bretton Woods, Dan Yeo, Analyste des politiques liées aux changements climatiques, WaterAid et Timeyin Uwejamomere, Analyste senior des politiques (milieu urbain), chez WaterAid.

Nous remercions David Matthews pour le secrétariat à la rédaction et Seacourt, dont la maquette a rendu le texte plus accessible et écologiquement durable.

Nous sommes gré au Département britannique pour le développement international pour les fonds investis dans cette publication et, surtout, pour leur appréciation fidèle et leur soutien en faveur d'un plaidoyer transformationnel et des efforts de mobilisation pour l'accès à l'eau et l'assainissement pour tous.

Publié par FAN
Février 2011

Table des matières

Avant-propos de Danielle Morley	i
Un message de la Banque Mondiale	ii
À propos du FAN	iii
Remerciements	vi
Pourquoi collaborer avec la Banque mondiale ?	1
Le Groupe de la Banque mondiale : ses origines, sa gouvernance, sa voix	5
Sections de la Banque les plus pertinentes pour l'eau et l'assainissement	9
Politiques les plus pertinentes pour le secteur de l'eau et l'assainissement	15
Foire aux questions - <i>comprendre les flux de financement, les politiques générales, les stratégies, la conditionnalité</i>	21
Comment faire pour... <i>accéder à l'information, nouer des relations, influencer des stratégies</i>	33
Les changements climatiques et l'eau	43
Prochaines étapes	47
Sigles et abréviations	49

Pourquoi collaborer avec la Banque mondiale ?

Dans cette section

Les investissements sectoriels et l'influence sur les politiques	1
Le dialogue change-t-il quelque chose ?	1
Les phases de collaboration entre la Banque mondiale et les OSC	4

Les investissements sectoriels et l'influence sur les politiques

Avec un portefeuille de projets liés à l'eau d'une valeur de 20 milliards de dollars des Etats-Unis dans plus de 100 pays, la Banque mondiale est le plus gros bailleur externe du secteur de l'eau ; et d'après ses prévisions, il faut compter sur 'une forte croissance' du taux de prêt du secteur¹.

En 2010, les deux institutions de prêts publics de la Banque – la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et l'Association internationale de développement (IDA) – ont consacré plus de 58 milliards de dollars au financement du développement, la BIRD et l'IDA engageant respectivement 44,2 et 14,5 milliards de dollars en faveur des pays les plus pauvres du monde².

À travers ses recherches, son appui technique et sa participation aux débats politiques, la Banque mondiale s'efforce d'influencer le débat, les politiques et les stratégies sur le développement. Ainsi, au fil de la décennie écoulée, l'IDA a prêté 'quelque 5,2 milliards de dollars pour soutenir les investissements dans le domaine de la Gestion de l'environnement et des ressources naturelles (GERN)' – dont 15 pour cent alloués aux institutions et aux politiques sur l'environnement³.

La Banque mondiale est aussi le plus gros bailleur en termes d'investissements liés aux changements climatiques.

Investissements de la Banque mondiale liés aux changements climatiques par région

Afrique \$1,7 million
Asie de l'Est et Pacifique \$8,4 millions
Europe et Asie centrale \$5 millions
Amérique latine et Caraïbes \$3,7 millions
Moyen-Orient et Afrique du Nord \$423 millions
Asie du Sud \$3,8 millions

(Source: <http://beta.worldbank.org/financing>)

Le dialogue change-t-il quelque chose ?

Au cours des dernières décennies, les campagnes de plaidoyer basées sur les citoyens ont joué un rôle décisif dans la création de réformes sociales et écologiques. Les campagnes qui ont démarré comme une résistance locale à des projets financés par la Banque – plaidant pour une amélioration ou une annulation des projets – ont eu des effets concrets. À maintes reprises, ces campagnes se sont peu à peu transformées en alliances de groupes locaux, nationaux et internationaux qui continuent de faire pression en faveur des réformes.

¹ Eau – Opérations <http://go.worldbank.org/D3ALFV6B50>

² Rapport annuel de la Banque mondiale (2010).

³ http://siteresources.worldbank.org/IDA/Resources/73153-1285271432420/IDA_AT_WORK_Environment_2010.pdf.

Beaucoup de politiques de sauvegarde de la Banque, conçues pour protéger des tiers des répercussions adverses et pour promouvoir les avantages sociaux et écologiques, sont nées des campagnes levées contre des maux sociaux et environnementaux engendrés par des projets financés par la Banque. Le Panel d'inspection de la Banque (auquel il est possible de faire directement appel si les gens estiment qu'ils ont été lésés par les projets de la Banque) est aussi un produit de ces processus.

Du fait de son interaction avec la société civile, la Banque reconnaît désormais que, pour arriver à un développement véritable, la croissance économique doit être ancrée dans un cadre social qui considère une bonne gouvernance et l'équité comme des facteurs aussi importants que la croissance⁴. Par conséquent, la Banque compte plus de 120 points focaux de la société civile qui travaillent dans l'ensemble de l'institution, répartis dans plus de 80 bureaux de pays et à Washington, DC⁵. Mais cela n'est pas sans poser des défis permanents. Parmi eux, citons les suivants :

- le coût d'une mobilisation sensée ;
- un niveau de collaboration que certains critiques qualifient de 'ponctuelle' et de 'coupée des processus politiques'⁶ ;
- une collaboration perçue comme un exercice qui consiste à 'cocher les cases', au lieu d'être une activité véritablement utile pour toutes les parties prenantes (en raison, du moins en partie, des demandes exercées sur le personnel de la Banque et des systèmes insuffisants pour suivre et évaluer la participation)⁷.

En 2007, le FAN a engagé une collaboration sociale avec la Banque, qui a débuté avec une étude exploratoire afin d'identifier les perspectives d'un dialogue entre la Banque mondiale et les OSC sur les approvisionnements en eau et l'assainissement en milieux urbains. Ce manuel est en partie le fruit de cette collaboration. Nos recherches ont révélé quelques signes limités d'un dialogue efficace entre la Banque mondiale et la société civile au niveau national, régional ou mondial dans le domaine de l'eau ; elles ont aussi constaté que beaucoup de personnes ont du mal à comprendre ou à influencer les politiques et les pratiques de la Banque au niveau national.

Malgré les difficultés que présente la collaboration, il a été décidé par le collectif FAN Monde que, puisque la Banque détermine les politiques générales dans de nombreux pays en développement, nous devons continuer à explorer les possibilités d'une collaboration avec elle. C'est grâce à la collaboration que nous percevons une possibilité d'accroître les chances de participation des OSC aux politiques générales à l'échelle nationale, régionale et internationale.

⁴ O'Connell, Mary et Belinda Calaguas (2005), *World Bank Primer: An overview document of the structure of the World Bank Group and those elements of it relating to the domestic water sector*. For WaterAid staff and Partner organizations. WaterAid Public Policy and Education Department. p. 29-30.

⁵ Coordonnées des personnes contacts de la Banque disponibles en ligne sur <http://go.worldbank.org/EPFCJEKZ00>

⁶ Reynolds, Carolyn (octobre 2003), p. iii.

⁷ Ibid. p. 14.

Succès, ses échecs... les raisons

Le rapport de la Banque mondiale *Assessing Aid: What Works, What Doesn't and Why [Évaluer l'aide – ses succès, ses échecs... les raisons]* souligne que les projets qui font participer les bénéficiaires atteignent un taux de réussite de 62 pour cent contre 10 pour cent pour ceux qui ne le font pas. De plus, la participation des OSC au développement améliore les résultats 'en contribuant au savoir local, en apportant un savoir-faire technique et en tirant parti du capital social. Les OSC peuvent apporter des idées inédites et des solutions, ainsi que des approches participatives à la solution des problèmes locaux⁸.

Pour en savoir plus sur la Banque et la société civile :

- *Issues and Options for Improving Engagement Between the World Bank and Civil Society Organisations* [Renforcer la collaboration entre la Banque mondiale et les organisations de la société civile. Difficultés et options possibles] (2005)
- *Consultation with Civil Society: A Sourcebook* [Guide des consultations avec les organisations de la société civile] (février 2007)
- *World Bank Civil Society Engagement Review of Fiscal Years 2007-2009* [La Banque mondiale et ses liens de collaboration avec la société civile : Bilan des années 2007 à 2009] (2009)

Source: <http://go.worldbank.org/WW19KG3KS0>

⁸ Pages de la Banque mondiale sur la société civile <http://go.worldbank.org/PWRRFJ2QH0>

Les phases de collaboration entre la Banque mondiale et les OSC⁹

Phase Deux – 1992-1999

Période qui a vu une croissance rapide de la capacité des OSC à remettre en question et à confronter la Banque. La Banque s'est efforcée 'd'intégrer la participation dans ses opérations et son dialogue politique' et elle a créé sa première politique d'information en 1993, ainsi que le 'Panel d'inspection' indépendant chargé du suivi et de l'évaluation.

En 1998, la Banque a passé en revue ses relations avec les ONG et a publié sa Bonne pratique 14.70: *Involving NGOs in Bank-supported activities* [Impliquer les ONG dans les activités soutenues par la Banque mondiale], qui a remplacé une directive de 1981¹⁰. (Celle-ci reste la seule directive officielle de la Banque à l'intention de son personnel concernant les relations avec les OSC, même si plusieurs autres guides et manuels supplémentaires ont été publiés au fil des ans.)

La phase actuelle – De 2006 à nos jours

Une consultation accrue et un nombre croissant de représentants d'OSC participent aux rencontres annuelles et de printemps de la Banque¹³. Ainsi, en 2009, environ 300 agents d'OSC ont participé aux Rencontres de printemps – une hausse de 36 pour cent sur 2008¹⁴.

Gagner accès à la politique d'information de la Banque est désormais perçu comme un acte permettant à 'la société civile de jouer un rôle plus actif pour veiller à une mise en œuvre adéquate des activités financées par la Banque'¹⁵.

Phase Un – Les années 80

La Banque 'ouvre ses portes aux OSC', en rédigeant une directive opérationnelle pour travailler avec les ONG en 1981. L'année suivante, le Comité Banque mondiale-ONG voit le jour en tant que tribune pour un dialogue politique (ce Comité a été dissout en 2000).

Phase Trois – 2000-2005

Une époque durant laquelle les relations entre les OSC et la Banque se sont étoffées et ont mûri pour explorer des préoccupations plus politiques. Toutefois, des frustrations ont émergé dans le cadre de *l'Extractive Industries Review* [Bilan des industries extractives] (publié en 2001) ; et les OSC ont exprimé des réserves concernant le Comité de facilitation conjoint (*Joint Facilitation Committee – JFC*)¹¹ – un organe consultatif temporaire pour créer des mécanismes transparents et démocratiques propices à une collaboration entre les OSC et la Banque mondiale – qui a soulevé des questions quant à un changement potentiel radical.

Au seuil d'un nouveau millénaire, la Banque a participé à deux processus multipartites : la Commission mondiale sur les barrages (1997-2000) ; et l'Initiative pour l'examen participatif de l'ajustement structurel (1998-2002). La Banque a adopté un certain nombre de recommandations politiques, y compris la réduction du financement des grands barrages, la réduction des conditionnalités d'obtention de prêt, et l'analyse des impacts de ses projets sur la pauvreté et sur la société.

En 2005, plusieurs ONG et OSC ont boycotté le Forum de politique mondiale Société civile-Banque mondiale de sorte que la Banque n'a pas pu « éviter d'avoir à rendre compte de ses lacunes antérieures ». Néanmoins, certains militants qui avaient rejoint le boycott ont tout de même assisté aux manifestations et aux ateliers organisés par la Banque et ils ont continué leur dialogue et leur travail d'influence 'de l'intérieur'¹².

⁹ Adapté du Projet Bretton Woods (17 nov. 2003), *The World Bank and civil society Update 37*. Disponible sur: <http://www.brettonwoodsproject.org/article.shtml?cmd%5B126%5D=x-126-27513>, p.5.

¹⁰ Banque mondiale (juillet 1998), *Involving Nongovernmental Organizations in Bank-supported Activities* (GP14.70). Disponible sur: <http://go.worldbank.org/Z1R2COYCB0>, p.1.

¹¹ Pour en savoir plus sur le JFC -- <http://go.worldbank.org/BIOMRV2IA0>

¹² Mekay, Emad (28 avril 2005), *World Bank Critics Look Askance at Dialogue*. Disponible sur: <http://www.choike.org/2009/eng/informes/2903.html>

¹³ *World Bank – Civil Society Engagement* (2009), *World Bank – Civil Society Engagement. Review of Fiscal Years 2007-2009*, Chapitres 1 et 2.

¹⁴ *Ibid.*, p. 5.

¹⁵ Ekdawi, Amy (février 2010), *The World Bank's New Disclosure of Information Policy: How Can Civil Society Ensure Its Proper Implementation?* *International Budget Partnership e-Newsletter No. 52*. Disponible sur: <http://www.internationalbudget.org/resources/newsletter52.htm#WB>, pp. 14-15.

Le Groupe de la Banque mondiale : ses origines, sa gouvernance, sa voix

Dans cette section

Les origines	5
La gouvernance	6
La voix	8

Les origines

Le Groupe de la Banque mondiale (GBM)¹⁶ a vu le jour en juillet 1944, lorsque les délégués de 44 gouvernements se sont réunis à Bretton Woods, dans le New Hampshire aux États-Unis, pour aider à la reconstruction de l'Europe après le carnage de la 2^e Guerre mondiale. Dans le même temps, le Fonds monétaire international (FMI) a été créé, dans le but au départ de faire appliquer un certain nombre de taux de change fixes liés au dollar des États-Unis. Du fait de leur histoire commune et de leur rôle analogue, la Banque mondiale et le FMI sont souvent évoqués simultanément. Toutefois, leurs rôles sont très différents.

De nos jours, le FMI se penche sur les questions macro-économiques ayant trait à la situation économique globale d'un pays (taux d'inflation, balance des paiements, etc.), ainsi que sur celles qui touchent à la conjoncture mondiale. Par conséquent, il apporte un soutien financier à court terme aux gouvernements dans le besoin. La Banque mondiale en revanche s'intéresse davantage aux enjeux à plus long terme de croissance économique et de réduction de la pauvreté, ce qui veut dire qu'elle est souvent axée sur des secteurs ou des éléments différents au sein d'un pays.

Le GBM est aujourd'hui l'une des plus grosses sources d'aide financière au développement dans le monde et c'est la plus grande source d'aide pour le secteur de l'eau et l'assainissement. Il a pour mission de 'lutter contre la pauvreté avec passion et professionnalisme pour obtenir des résultats durables et aider les populations à se prendre en charge et à maîtriser leur environnement par la fourniture de ressources, le partage de connaissances, le renforcement des capacités et la mise en place de partenariats dans les secteurs public et privé¹⁷.'

Rejoindre la discussion : la Banque mondiale remplit-elle sa mission de lutte contre la pauvreté ? www.freshwateraction.net/worldbank

¹⁶ Le GBM se compose de cinq grandes institutions : la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) ; l'Association internationale de développement (IDA) ; l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) ; la Société financière internationale (IFC) ; et le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI). Par Banque mondiale (sans le mot Groupe), on entend les deux institutions importantes pour l'eau et l'assainissement, à savoir la BIRD et l'IDA.

¹⁷ <http://go.worldbank.org/3QT2P1GNH0>

Le Président

Le GBM est doté d'un Conseil des Gouverneurs et d'un Conseil des Administrateurs dirigé par le Président. Depuis son inauguration à Bretton Woods, les 11 présidents ont été désignés par le Président des États-Unis d'Amérique.¹⁸ En 2009, la Banque mondiale a lancé la Commission Zedillo, dirigée par le Président mexicain Ernesto Zedillo, afin de recommander des réformes de la Banque. L'une des recommandations formulées par la Commission était que le processus de sélection du Président de la Banque soit modifié pour devenir un processus ouvert, fondé sur le mérite.¹⁹

Le Conseil des Gouverneurs

Chaque État membre désigne un Gouverneur et un Gouverneur suppléant pour un mandat de cinq ans. En règle générale, les Gouverneurs sont les ministres des Finances ou du Développement de leur pays respectif. Bien que le Conseil des Gouverneurs ne se réunisse qu'une fois par an lors de la réunion annuelle de la Banque et délègue l'essentiel de ses pouvoirs au Conseil des Administrateurs et au Président de la Banque, il n'en reste pas moins que les Gouverneurs demeurent les décideurs et les responsables politiques de la Banque.

Transparence de la gouvernance de la Banque mondiale

Les procès verbaux des réunions du Conseil et de ses Comités, ainsi que les déclarations officielles faites au Conseil par les États membres, peuvent uniquement être divulgués au bout de dix ans²⁰. Toutes les communications entre le bureau d'un Administrateur et sa capitale sont confidentielles. Certains détracteurs soutiennent que cela empêche les membres de la Banque de divulguer des informations qui devraient être accessibles à leurs citoyens en vertu de leurs propres politiques de liberté de l'information. Cette restriction, par exemple, contredit la Loi américaine sur la liberté de l'information, qui couvre les communications entre le Trésor américain et l'Administrateur américain de la Banque²¹.

Administrateurs

Basés à Washington D.C., les 25 Administrateurs sont désignés ou élus tous les deux ans. Par leur intermédiaire, les gouvernements nationaux supervisent les politiques de la Banque et acceptent ou rejettent les prêts offerts par l'organisation. En juillet 2010, le Conseil des Gouverneurs de la Banque mondiale a approuvé une première phase de réforme en ajoutant un siège d'Administrateur attribué à l'Afrique subsaharienne.

Pour en savoir plus et rejoindre la discussion : que pensez-vous de l'accès de la Banque à la politique d'information ? www.freshwateraction.net/worldbank

¹⁸ L'Union européenne désigne la personne à la tête du FMI.

¹⁹ Linn, Johannes F. (18 novembre 2009), *The Zedillo Commission Report on World Bank Reform: A Stepping Stone for the G-20 Summits in 2010*. *The Brookings Institution*. Disponible sur: http://www.brookings.edu/articles/2009/1118_world_bank_reform_linn.aspx

²⁰ Jenkins, Bruce (mars 2010), *The World Bank's New Access to Information Policy: Conceptual leap with limits*. *IFI Info Brief*. *Bank Information Center and Global Transparency Initiative*. Disponible sur: http://www.ifitransparency.org/?AA_SL_Session=e983eeb6bf2f2ebf5988c4c75ffe874a&x=67915, p. 8.

²¹ Ibid. pp.10-11.

Influencer les Administrateurs de la Banque mondiale

Vous pouvez influencer le Conseil des Administrateurs de la Banque mondiale lors des assemblées annuelles et des rencontres de printemps de la Banque. Le Réseau d'action pour l'eau et beaucoup d'autres organisations non gouvernementales (ONG) et OSC offrent un soutien pour assister à ces réunions et rencontrer les responsables pertinents de la Banque.

Gouvernance à l'échelon inférieur

Les Vice-présidents de la Banque gèrent six régions : l'Afrique ; le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ; l'Asie du Sud ; l'Asie de l'Est et le Pacifique ; l'Amérique latine et les Caraïbes ; et l'Europe et l'Asie centrale, plusieurs réseaux thématiques et un certain nombre d'autres unités opérationnelles. Les Vice-présidences sont les principales unités organisationnelles de la Banque mondiale et elles sont responsables de toutes les opérations dans les pays emprunteurs de leur région respective²².

Organisation des Vice-présidences régionales

Les départements-pays (Country Management Units) sont chargés d'établir un dialogue avec la Banque au sein de leur pays respectif et d'élaborer la Stratégie d'aide-pays. En outre, des unités techniques régionales, dont le personnel dispose de connaissances et de compétences spécialisées dans des secteurs pivots – à savoir l'agriculture, l'industrie/l'énergie, l'infrastructure, la démographie et le développement social – fournissent un savoir-faire au cas par cas pour chaque projet²³.

Les projets sont gérés par un chef de projet (*Task Team Leader – TTL*), qui supervise le projet depuis sa conception jusqu'à son achèvement et dont les responsabilités englobent le contrôle, la passation de marché et la sélection des consultants. Les chefs de projet ont souvent besoin de faire appel à des spécialistes et ils demanderont à des personnes de différents services de la Banque de devenir membres de leur équipe pour y apporter un soutien intersectoriel. Les pressions associées à la gestion d'un projet peuvent faire que les chefs de projet sont très occupés ; en l'absence de directives prônant la collaboration avec la société civile, ils peuvent ne pas être forcés d'agir.

Rejoignez la discussion : le pouvoir est-il distribué équitablement au sein de la Banque ?
Que pensez-vous de la façon dont les décisions sont prises ?
www.freshwateraction.net/worldbank

²² Direction de la Banque mondiale <http://go.worldbank.org/0RACEZ2060>

²³ Ibid.

La voix

Mais à qui appartient la Banque ? Les États membres et le droit de vote

La Banque appartient à ses 187 États membres et elle vient d'adopter un système pondéré d'attribution de voix qui va être déployé progressivement et qui devrait donner aux pays en développement et aux économies en transition plus de poids dans les scrutins.

La Commission Zedillo (Section 3.5) a proposé une structure de scrutin de 50/50 entre les pays développés et les pays en développement, un accroissement du nombre total d'actions/voix, et l'élimination du droit de veto américain ainsi que des changements proposés à la structure des actionnaires, y compris une consolidation des sièges européens afin de réduire la taille du Conseil.

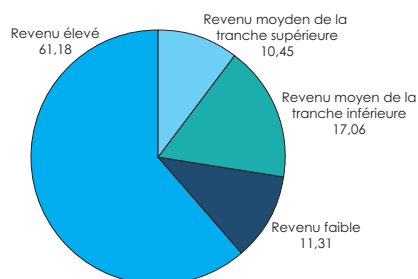
Mais les réformes de la Banque ne vont pas aussi loin. Tous les pays n'ont pas souscrit le nombre total de voix mis à leur disposition car cela exige de leur part une contribution financière à la Banque²⁴.

En février 2010, le Secrétaire britannique au Développement international, Douglas Alexander, a évoqué la nécessité d'une réforme de la procédure de scrutin et plusieurs autres réformes, 'afin de donner plus de voix aux plus pauvres'²⁵.

Nous avons besoin de repenser l'architecture globale établie il y a plus d'un demi-siècle... nous ne pouvons pas nous attaquer de manière sensée au besoin de faire plus pour les États fragiles, à l'obtention d'un bon équilibre des ressources entre les pays à revenu moyen et faible voire même à l'aptitude de la Banque à réagir aux crises, sans nous attaquer aux faiblesses de la gouvernance et à la redevabilité de cette institution d'après-guerre... Il y a longtemps qu'une telle réforme aurait dû avoir lieu et elle est essentielle pour veiller à ce que la Banque soit un véritable partenariat traduisant la réalité de ses travaux et de sa mission d'aujourd'hui – et non celle d'il y a 66 ans.'²⁶

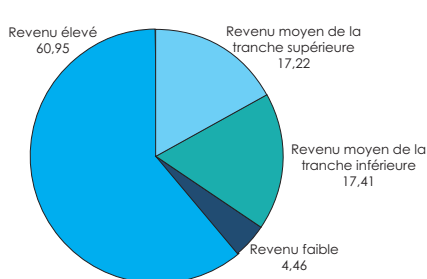
Association internationale de développement

Droits de vote au sein de l'IDA (%)

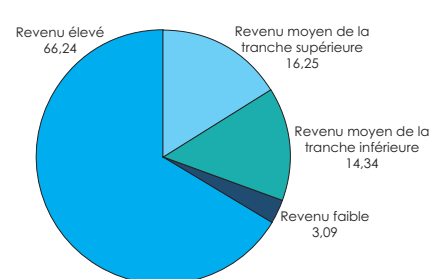


Banque internationale pour la reconstruction et le développement

Droits de vote au sein de la BIRD (%)



Droits de vote au sein de l'IFC (%)



Graphes : Projet Bretton Woods (avril 2010)

²⁴ Projet Bretton Woods (avril 2010). *At Issue: Analysis of World Bank voting reforms. Governance remains illegitimate and outdated.* Disponible sur: <http://www.brettonwoodsproject.org/art-566281>

²⁵ Alexander, Douglas (11 février 2010). *Out of the Bretton Woods: Building a World Bank for the 21st Century.* Discours. Texte intégral disponible sur: <http://www.dfid.gov.uk/Media-Room/Speeches-and-articles/2010/Building-a-World-Bank-for-the-21st-Century/>

²⁶ Ibid.

Sections de la Banque les plus pertinentes pour l'eau et l'assainissement

Dans cette section

BIRD / IDA	10
Réseau du développement durable (<i>Sustainable Development Network – SDN</i>)	10
Le Conseil du secteur de l'eau	12
Le Programme Eau & Assainissement (<i>Water & Sanitation Program – WSP</i>)	12

Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)

La BIRD cherche à 'travailler avec des membres pour arriver à une croissance durable et équitable de leur économie et trouver des solutions aux dilemmes régionaux et mondiaux que posent le développement économique et la pérennité de l'environnement, dans le souci constant de réduire la pauvreté et d'augmenter les niveaux de vie²⁷.'

La plus forte proportion des prêts de la BIRD vont à l'Amérique latine et aux Caraïbes, puis à l'Europe et l'Asie centrale, à l'Asie de l'Est et la région du Pacifique. Durant l'exercice 2009, cinq pays – Brésil, Mexique, Chine, Indonésie et Pologne – ont reçu 49 % du total du financement de la BIRD²⁸.

²⁷ Banque mondiale (2009), *World Bank – Civil Society Engagement. Review of Fiscal Years 2007-2009*, pp. 58-9.

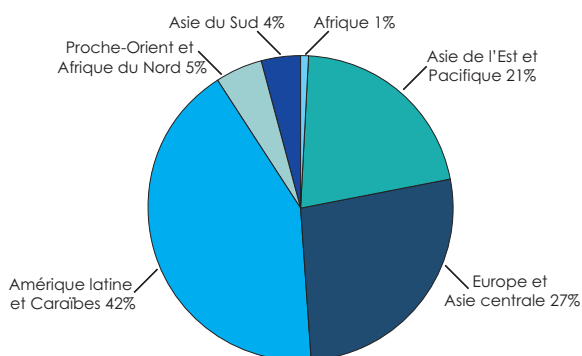
²⁸ Ibid. p. 59.

Association internationale de développement (IDA)²⁹

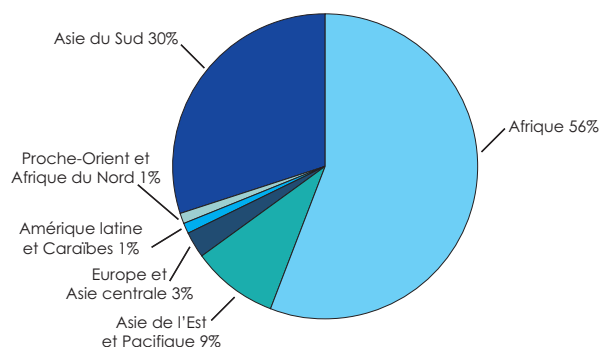
L'IDA est le 'plus important circuit de financement à des conditions concessionnelles pour les pays les plus pauvres du monde³⁰' et la 'plus grosse source unique d'assistance financière dans les pays à faible revenu³¹'. Pour recevoir une aide de l'IDA, un pays doit montrer qu'il est apte à mettre en œuvre des politiques que la Banque mondiale considère propices à la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Les décisions sont prises par la Banque grâce l'Évaluation de la politique et des institutions nationales (CPIA) et l'Indice IDA d'allocation de ressources (IRAI). Conjuguée à la 'performance du portefeuille', la Banque calcule la notation IDA de la performance du pays (CPR)³². En 2009, 79 pays avaient droit à obtenir un financement de l'IDA³³.

L'IDA et la BIRD partagent le même personnel, le même siège, le même président et elles ont des normes et des structures de gouvernance communes

Total des prêts de la BIRD par région /
Pour l'exercice 2009
Pourcentage du total des prêts de
\$32.9 MILLIARDS



Total des engagements de l'IDA par région /
Pour l'exercice 2009³⁴
Pourcentage du total des prêts de
\$14 MILLIARDS



Réseau du développement durable (SDN)

Le Réseau du développement durable (SDN) a été créé en 2006 en fusionnant le Réseau sur le développement humain et les infrastructures et le Réseau pour un développement écologiquement et socialement durable. Le SDN englobe :

- L'énergie/les transports/l'eau (approvisionnement en eau et assainissement, irrigation et drainage, hydroélectricité et gestion des ressources en eau)
- L'environnement (forêts et foresterie, responsabilité d'entreprise, changements climatiques, gestion des zones marines et côtières, économie de l'environnement et ses indicateurs, biodiversité, santé environnementale, analyse de l'environnement national)
- Les finances/l'économie/le développement urbain : 1) gestion des villes, gouvernance, et finance ; 2) pauvreté urbaine ; 3) villes et croissance économique ; 4) urbanisme, foncier et

²⁹ Ibid. p. 60.

³⁰ Banque mondiale (2009), *World Bank – Civil Society Engagement. Review of Fiscal Years 2007-2009*, p.55.

³¹ Eau – Opérations <http://go.worldbank.org/D3ALFV6B50>

³² Pour en savoir plus sur ces mécanismes, voir *Critères d'affectation des ressources de l'IDA* <http://go.worldbank.org/UX3TNE7AX0>

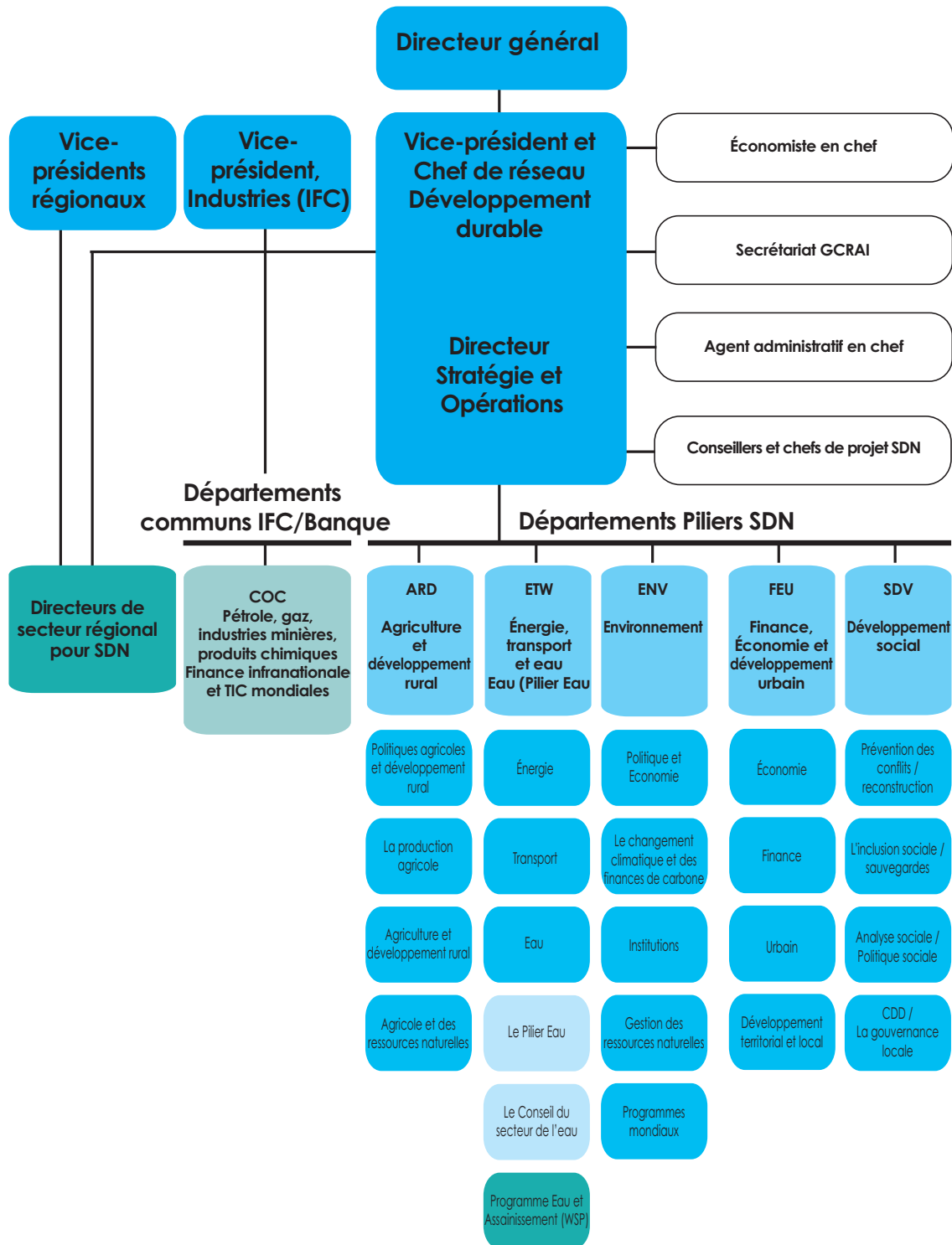
³³ Il existe aussi des pays 'à financement mixte' éligibles à un crédit IDA mais suffisamment solvables pour accéder aux prêts de la BIRD. Une liste complète accompagnée des désignations est disponible sur <http://go.worldbank.org/83SUQPXD20>

³⁴ Banque mondiale (2009), *World Bank – Civil Society Engagement. Review of Fiscal Years 2007-2009*, p.56.

logement ; et 5) environnement urbain, changements climatiques et gestion des catastrophes³⁵

- Le développement social
- L'agriculture et le développement rural

Le SDN héberge également le Secrétariat pour les Fonds d'investissement pour le climat et comprend : le pétrole, le gaz, les industries minières et les produits chimiques ; les technologies mondiales de l'information et de la communication ; les finances infranationales³⁶.



³⁵ La section Développement urbain a lancé une nouvelle stratégie en novembre 2009 baptisée *Systems of Cities: Harnessing urbanisation for growth and poverty alleviation* [Systèmes de villes : exploiter l'urbanisation au service de la croissance et la réduction de la pauvreté]. Pour en savoir plus sur l'urbanisation et l'approvisionnement en eau, voir la publication de WaterAid *Our water, our waste, our town* [Notre eau, nos déchets, notre ville].

³⁶ Ces divisions sont cogérées par le GBM et l'IFC.

Le Pilier Eau

L'équipe responsable au premier chef de la mise en œuvre des projets et politiques ayant trait à l'eau

- formule et surveille la stratégie du secteur de l'eau
- fait office de Secrétariat pour le Conseil du secteur de l'eau (voir plus loin)
- appuie les opérations régionales
- identifie et soutient les actions de plaidoyer mondial, les partenariats et les innovations sur la GIRE
- soutient la gestion des connaissances et l'apprentissage en matière d'eau
- apporte un appui technique aux projets (équipes d'appui expert) en matière d'hydrologie, de gestion des nappes phréatiques et d'assainissement, services d'hygiène et de gestion des eaux usées, et travaux analytiques
- crée et gère des fonds fiduciaires pour l'eau, ainsi que le Programme de partenariat multi-donateurs pour l'eau

Le Conseil du secteur de l'eau

Un organe de haut niveau qui adopte une vision holistique des questions liées à l'eau sur l'ensemble du SDN et aide le réseau à :

- adopter une vision holistique des questions liées à l'eau
- promouvoir l'innovation
- s'attaquer aux questions qui touchent tous les secteurs qui se servent de l'eau
- augmenter la qualité globale des projets et services dans le secteur de l'eau
- encourager un leadership intellectuel solide et ciblé pour les pratiques liées à l'eau adoptées dans toutes la Banque et des rencontres en direct au sein de la communauté internationale
- travailler avec le Conseil du secteur de l'énergie et des mines et d'autres entités afin de coordonner, mettre en œuvre, soutenir et promouvoir le développement de projets régionaux hydroélectriques

Programme Eau et Assainissement (WSP)

Un partenariat regroupant 16 donateurs³⁷ qui aide les pauvres à obtenir un accès abordable, sûr et durable aux services d'eau et d'assainissement. Le WSP a des bureaux dans 25 pays à travers l'Afrique, l'Asie de l'Est et le Pacifique, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Asie du Sud et à Washington, DC.

Le WSP collabore à toute une variété de partenariats avec des OSC :

- **en mettant à l'échelle des projets pilotes, c.-à-d.** identifier, disséminer et soutenir des initiatives pilotes réussies au service des pauvres
- **en communiquant en vue d'une réforme**, en soutenant les efforts déployés pour renforcer la volonté politique en faveur des réformes du secteur
- **en menant des recherches et un apprentissage**, qui s'efforcent de créer de nouvelles connaissances et de nouvelles approches
- **en encourageant la responsabilité sociale** grâce à l'appui d'outils robustes, fondés sur la preuve et en forgeant des mécanismes propices à la collaboration avec le gouvernement et les agences du secteur. Ce soutien repose sur une mobilisation civique, c.-à-d. des citoyens ordinaires, des usagers du service et/ou des OSC, qui contribuent directement ou indirectement à obliger les prestataires de services à rendre des comptes

³⁷ <http://www.wsp.org/wsp/about/Donors>

Les partenariats WSP pour défendre la voix des pauvres et multiplier les services qui leur sont offerts

Le WSP s'associe à des OSC pour promouvoir la reddition de comptes du secteur et mieux faire entendre la voix des pauvres des milieux urbains. Au Kenya, par exemple, WSP Afrique a réagi au soutien des OSC apporté au renforcement du réseau en aidant les activités de démarrage du Réseau de la société civile du Kenya sur l'eau et l'assainissement (KEWASNET) – un partenaire d'ANEW axé sur la promotion de la bonne gouvernance. WSP au Kenya est aussi en partenariat avec la Compagnie des Eaux de Nairobi, avec le Conseil des Services d'eau d'Athi, avec les ONG locales Maji na Ufanisi et Pamoja Trust ainsi qu'avec l'Union Européenne, en vue d'élargir les services aux établissements informels. WSP Afrique s'est associé à ANEW Afrique de l'Est pour assurer le suivi 'd'Ethikweni' – une initiative régionale de suivi de l'assainissement. Des initiatives et des partenariats semblables existent au Pérou et en Inde.

Comme élément de la Banque, le WSP dispose d'un haut niveau d'accès aux décideurs nationaux, aux donateurs bilatéraux et aux agences du secteur, aux projets de la Banque et aux équipes de projet ; il contribue activement aux discussions thématiques et à la génération des connaissances dans le secteur. Travailler avec le WSP est une excellente façon de soutenir ses efforts, et de profiter de l'appui technique, du renforcement des capacités et de l'échange de connaissances fondés sur la preuve. Découvrez si le WSP est présent dans votre pays et étudiez les possibilités de partenariat.

Les publications du WSP et un bulletin mensuel gratuit intitulé Access sont disponibles sur www.wsp.org. Vous pouvez aussi découvrir WSP sur YouTube : www.youtube.com/user/WaterSanitation

Asie du Sud

Banque mondiale
55 Lodi Estate
New Delhi 110003, Inde

Tél (91-11) 2469 0488 / 2469 0489
Fax (91-11) 2462 8250
Courriel wpsa@worldbank.org

Afrique

Banque mondiale
Hill Park Building
P.O. Box 30577-00100
Nairobi, Kenya

Tél (254-20) 322 6334
Fax (254-20) 322 6386
Courriel wspaf@worldbank.org

Asie de l'Est et Pacifique

Banque mondiale
Jakarta Stock Exchange Building
Tower 2, 13th Floor Jl. Jend. Sudirman
Kav. 52-53, Jakarta 12190, Indonésie

Tél (62-21) 5299 3003
Fax (62-21) 5299 3004
Courriel wspeap@worldbank.org

Amérique latine et Caraïbes

Programme Eau et Assainissement
Amérique latine et Caraïbes
Bureau de la Banque mondiale, Lima
Alvarez Calderón N. 185,
San Isidro, Lima 27, Pérou

Tél (51-1) 615-0685
Fax (51-1) 615-0689
Courriel wsplac@worldbank.org

Politiques les plus pertinentes pour le secteur de l'eau et l'assainissement

Dans cette section

Le Plan d'action pour des infrastructures durables (SIAP)	15
La Stratégie du secteur des ressources en eau (WRSS)	16
Le Plan d'activités du secteur eau et assainissement (AE&A)	16
La Stratégie de développement du secteur privé (PSDS)	18

Le Plan d'action pour des infrastructures durables (SIAP) 2008

Le SIAP est conçu pour accroître les prêts destinés aux infrastructures dans les pays en développement ; il guide le financement des infrastructures pour 2009-11 en :

- répondant à l'ordre du jour primordial d'accès au développement
- renforçant les interactions intersectorielles
- intégrant la durabilité comme dimension essentielle des infrastructures
- multipliant l'appui et la mobilisation de la Banque en faveur des infrastructures³⁸

En 2010, la Banque a engagé un crédit record de \$72 milliards pour le financement d'infrastructures dans les domaines de l'énergie, des transports, de l'eau, l'assainissement et les TIC³⁹.

Les antécédents de la Banque dans le domaine du financement de gros projets d'infrastructures ont été économiquement, socialement et écologiquement controversés⁴⁰. Ses détracteurs estiment que d'autres options présentant de faibles risques écologiques et sociaux et des récompenses notables en termes de développement ne sont pas retenues parce que la Banque 'n'est pas équipée pour reconnaître et soutenir les processus souvent laborieux, décentralisés, participatifs et démocratiques associés à un projet à faible risque⁴¹'.

Engagements du GBM consacrés aux infrastructures Exercices 2010 et 2009 (en milliards de dollars)		
GBM	Ex. 2010*	Ex. 2009
BIRD	44,2	32,9
IDA	14,5	14,0
IFC	12+	10,5+
MIGA	1,5	1,4
TOTAL	72,2	58,8

*Chiffres préliminaires non audités en date du 1er juillet.
+Compte propre uniquement. Ne comprend pas les ressources mobilisées auprès d'autres investisseurs d'un montant de plus de 5 milliards de dollars au cours de l'exercice 2010 et 4 milliards de dollars durant l'exercice 2009. Source : <http://go.worldbank.org/4MMEKR6260>

³⁸ Page d'accueil de la Banque mondiale sur les infrastructures <http://go.worldbank.org/31Y6AHZK60>

³⁹ Les engagements du Groupe de la Banque mondiale dépassent 72 milliards de dollars en raison de la persistance de déficits de financement dans les pays en développement (1^{er} juillet 2010), <http://go.worldbank.org/4MMEKR6260>

⁴⁰ Environmental Defence, Amis de la Terre et the International Rivers Network (2003).

⁴¹ Projet Bretton Woods (septembre 2003), World Bank announces renewed big infrastructure push. Disponible sur : <http://www.brettonwoodsproject.org/article.shtml?cmd%5B126%5D=x-126-19074>

La Stratégie du secteur des ressources en eau (2003)

La Stratégie du secteur des ressources en eau ou WRSS (de l'anglais *Water Resources Sector Strategy*) entend promouvoir une 'approche pragmatique gouvernée par des principes' de la gestion intégrée des ressources en eau et aider les pays à identifier les options optimales de développement et de gestion des ressources en eau. Il entend également renouer avec les projets d'infrastructures hydrauliques à 'risque élevé mais haute rentabilité', en guise de moyen de protection contre la variabilité climatique⁴².

La participation du secteur privé aux services d'eau et d'assainissement (ainsi qu'aux barrages et projets d'irrigation) est un élément important de la WRSS. Comme dans le cas de la Stratégie de développement du secteur privé (PSDS, de l'anglais *Private Sector Development Strategy*) (voir plus loin), la stratégie plaide pour que la Société financière internationale (IFC) fournisse davantage d'aide au financement du secteur privé et aux investissements dans le secteur, en se servant de l'approche d'aide basée sur les résultats (OBA, de l'anglais *Output-Based Aid*) développée dans la PSDS.

La BIRD et l'IDA soutiennent la WRSS avec des dispositions institutionnelles juridiques, réglementaires et autres pour la gestion de l'eau, afin de créer un 'climat d'investissement approprié'⁴³.

En mars 2000, la Banque mondiale a mis sur pied le Groupe de gestion des ressources en eau (WRMG, de l'anglais *Water Resources Management Group*) pour tenter d'intégrer les sous-secteurs de l'eau tels que l'hydro-électricité, l'approvisionnement en eau et l'assainissement, l'irrigation et le drainage ainsi que l'environnement. Les membres du WRMG sont les dirigeants de ces sous-secteurs ; d'éminents experts des ressources en eau de chaque région ; des dirigeants de la division Eau au sein de l'Institut de la Banque mondiale ; la Société financière internationale (IFC) ; le secrétariat du Fonds pour l'environnement mondial ; et un représentant des services juridiques de la Banque⁴⁴.

La Banque constate que la Stratégie 2003 des ressources en eau est 'basée sur l'expérience acquise avec la mise en œuvre des Principes de Dublin⁴⁵ (développés pour renverser les tendances de surconsommation, de pollution et les menaces croissantes de sécheresse et d'inondations) et explique les différentes façons dont la gestion de l'eau affecte la pauvreté.' La Déclaration de Dublin plaidait pour une approche radicalement différente en matière de gestion des ressources en eau basée sur la reconnaissance de l'interdépendance entre les groupes de population et entre l'humanité et la nature pour ce qui concerne l'utilisation des ressources en eau. Certains détracteurs soutiennent que, plutôt que de mettre en œuvre les principes de la GIRE, la Banque travaille à l'ouverture des marchés pour promouvoir l'essor du secteur privé⁴⁶.

Les principes suivants figurent parmi les sept messages capitaux que renferme la stratégie WRSS de la Banque :

- Le développement et la gestion des ressources en eau (GRE) ont été identifiés comme des éléments essentiels pour une croissance durable et la réduction de la pauvreté et, par conséquent, ils revêtent une importance vitale pour la mission de la Banque mondiale
- La Banque a reconnu que la plupart des pays en développement devaient réellement s'impliquer dans le développement et la gestion des infrastructures des ressources en eau. La Banque a promis d'aider les pays en développement à renforcer leurs capacités à se développer et à gérer leurs ressources en eau

⁴² Banque mondiale (2003), p. 3. Au sein de la stratégie, la Banque identifie sept messages clés (pp.2-4) qui servent de contexte aux conclusions de la stratégie. Pour bien comprendre la stratégie, il vaut la peine de lire l'intégralité de ces messages.

⁴³ Banque mondiale (février 2003), *Water Resources Sector Strategy: Strategic Directions for World Bank Engagement*, pp. 54-7.

⁴⁴ Projet Bretton Woods (8 avril 2006) *The World Bank and Water*, Disponible sur : <http://www.brettonwoodsproject.org/art-531818>.

⁴⁵ La Déclaration de Dublin sur l'eau et le développement durable, Conférence internationale sur l'eau et l'environnement, ONU (31 janvier 1992)

⁴⁶ Both ENDS Environment and Development Service, Pays-Bas. <http://www.bothends.org>

- La stratégie a identifié le principal défi qui se pose à la gestion non pas comme un manque de soutien en faveur de la gestion intégrée des ressources en eau mais plutôt comme l'inaptitude à développer une approche 'pragmatique mais gouvernée par des principes' qui respecterait des principes d'efficacité, d'équité et de pérennité – tout en reconnaissant que la gestion des ressources en eau revêt une importance hautement politique. La stratégie a noté que la réforme nécessiterait l'articulation d'interventions priorisées, consécutives, pratiques et patientes⁴⁷

Both ENDS, une ONG qui soutient les organisations de travailler vers une gestion durable de l'environnement, décrit de la Banque mondiale approche de ressources en eau comme celui qui, "...au lieu de se concentrer sur la crise de l'eau en guise de thème sous-jacent," prend la GIRE comme outil "pour 'optimiser' la gestion de l'eau" et "pour identifier de nouveaux domaines d'investissement du secteur privé dans des infrastructures afin d'en 'avoir plus pour son argent' Both ENDS fait valoir que "le critère d'évaluation primordial n'est pas la durabilité environnementale ou l'équité sociale mais la productivité économique⁴⁸." et que la Banque ne reconnaît pas adéquatement les limites écologiques et la nécessité d'élargir la participation du public dans les ressources en eau de gestion.

La WRSS stipule :

'Une gestion améliorée des ressources en eau ne se produit que lorsque les acteurs dotés des moyens requis sont incités à faire changer les choses. L'examen de l'OED [Operations Evaluation Department – Service d'évaluation des opérations] et les consultations de la Banque mondiale montrent que l'insertion du secteur privé (en qualité d'opérateurs d'un réseau urbain d'approvisionnement en eau ou d'une centrale hydroélectrique) offre une puissante incitation au changement⁴⁹.'

Les critiques soutiennent

'...la stratégie de l'eau de la Banque mondiale présente un certain nombre de limites et celles-ci découlent de la confiance mal placée que l'organisation accorde au secteur privé... La stratégie... ne tient pas suffisamment compte de toute la panoplie d'options possibles ... [et] représente une approche uniforme inflexible et unilatérale⁵⁰.'

L'Approche négociée

L'Approche négociée est une option qui a été mise au point par les ONG environnementales BothENDS aux Pays-Bas et Gomukh en Inde

Même si la planification nationale des ressources en eau tente d'être à la fois participative et intégrée, ce qui s'en dégage est une planification centralisée et autocratique (de haut en bas). Il est rare que les intérêts et les capacités de ceux qui vivent dans le micro ou sous-bassin hydrographique soient pleinement pris en compte. Les méthodes sont basées sur une gamme d'hypothèses concernant les besoins locaux, les disponibilités en eau et les caractéristiques de débit, les projections de développement économique et tendent à contredire les réalités locales. C'est précisément le manque d'attention aux besoins locaux et aux réalités de l'environnement local qui débouchent sur un manque de programme véritablement 'intégré' pour la gestion de l'eau.

Un processus de négociation démocratique (de bas en haut) veut que les réalités locales servent de point de départ et que ces réalités soient progressivement intégrées dans des programmes à des niveaux administratifs ou institutionnels supérieurs par le biais d'un processus de renforcement des institutions, de négociations et d'ajustements mutuels.

⁴⁷ Intégralité des messages clés disponible dans Banque mondiale (2003), *Water Resources Management*, pp. 2-4

⁴⁸ Both ENDS Environment and Development Service, Pays-Bas. <http://www.bothends.org>

⁴⁹ Banque mondiale (février 2003), *Water Resources Sector Strategy: Strategic Directions for World Bank Engagement*, p. 55.

⁵⁰ Hall, D., Bayliss, K. et E. Lobina (2001). *Still fixated with Privatisation: A Critical Review of the World Bank's Water Resources Sector Strategy*. Public Services International Research Unit (PSIRU), Londres

Essentiellement, l'approche négociée ne s'inscrit pas en désaccord avec les principes de la gestion intégrée des ressources en eau ; il s'agit plutôt d'une réaffirmation des principes de base.

En soulignant explicitement le rôle des acteurs locaux, on hisse l'inclusion au rang des principes organisateurs clés ; on respecte expressément la voix des acteurs locaux et de la société civile en les plaçant aux commandes. Parce que chaque bassin hydrographique est différent en termes de ses ressources en eau, de son infrastructure physique, de son climat et de son économie, il s'ensuit qu'aucune politique universelle ne saurait être appliquée à la gestion de l'eau et que les réalités locales doivent être à la base de toute prise de décisions.

Au lieu d'être impulsée par la technologie, l'approche négociée s'écarte des besoins élémentaires pour traduire les priorités locales. L'approche impulsée par la technologie qui a traditionnellement été l'apanage des ingénieurs dans le domaine de la gestion de l'eau a tendance à s'appuyer sur des projets d'approvisionnement en eau centralisés et très gourmands en capitaux. De tels projets, du fait même de leurs coûts, introduisent un risque financier lié au recouvrement des coûts dans les projets d'adduction d'eau qui ne serait normalement pas acceptable pour une communauté agricole pauvre en zone rurale ou pour des résidents urbains à faible revenu. Le recouvrement des coûts devient une question primordiale qui pourrait être écartée simplement en adaptant l'envergure et le coût des projets aux priorités et aux niveaux de risques acceptables aux populations locales.

Pour en savoir plus sur les principes de base qui sous-tendent l'approche négociée et en quoi ils diffèrent de la GIRE traditionnelle, voir www.bothends.org ou <http://www.gomukh.org/>

Le Plan d'activités du secteur Eau et Assainissement (AE&A) (2004)

Le Plan sectoriel du Conseil de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement souligne le besoin de créer une politique et un environnement institutionnel porteurs pour combler les déficits d'accès élémentaires qui caractérisent le secteur. Le plan AE&A plaide en faveur d'une meilleure utilisation des ressources existantes lorsqu'il s'agit de créer et de disséminer des *connaissances* sur ce qui donne de bons résultats en fonction des circonstances locales et d'adopter des *politiques* qui offrent des incitations à investir, à fonctionner efficacement et à veiller à ce que les services arrivent jusqu'aux pauvres. De même, il plaide en faveur de la création et du renforcement d'*institutions* locales pour permettre d'améliorer la qualité du service et d'accroître l'accès mais aussi en faveur de l'obtention du *financement* nécessaire pour reconstruire les infrastructures et élargir la couverture et la qualité des services⁵¹.

Le plan AE&A recommande d'étendre les services aux populations pauvres des zones urbaines par le biais d'interventions ciblées, comme l'utilisation de petits prestataires ; un accès accru à l'approvisionnement en eau et l'assainissement en zones rurales ; une amélioration des performances et des mécanismes de reddition de comptes des prestataires de services ; et une gestion plus efficace des ressources en eau⁵².

⁵¹ Programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement du Groupe de la Banque mondiale, 2004, Publication du Conseil du secteur de l'approvisionnement en eau et l'assainissement. Disponible sur demande auprès de la Banque.

⁵² Ibid

La Stratégie de développement du secteur privé (PSDS) (2002)

La PSDS cherche à améliorer le climat d'investissement pour la fourniture d'infrastructures de base par le secteur privé, y compris dans le domaine de l'approvisionnement en eau et l'assainissement, par le biais de :

- **Partenariats public-privé** : le service est assuré par le secteur privé mais il est financé par le secteur public, dans le but d'atteindre une plus grande efficacité et un service plus abordable
- **Plus de prêts de l'IFC** : accroître les prêts mis à la disposition du secteur privé par la Banque
- **Évaluations du climat d'investissement** : créer des prêts afin d'évaluer les obstacles aux activités du secteur privé dans tous les domaines et contribuer aux Stratégies d'aide-pays de la Banque en matière de conseils politiques et de conditionnalité
- **Aide basée sur les résultats (OBA)** : pour la fourniture d'infrastructures

Qu'est-ce que l'Aide basée sur les résultats ?

L'OBA bouleverse le modèle d'aide traditionnel. Ainsi, au lieu de fournir des fonds pour construire des infrastructures, par exemple le réseau d'adduction d'eau, le financement est décaissé par tranche tout au long du projet d'investissement de façon à ce que toujours plus de ménages soient connectés au réseau d'eau. En d'autres termes, les fonds sont décaissés en fonction de la réalisation de résultats contractuellement convenus (c.-à-d. l'augmentation du nombre de foyers raccordés à l'eau courante).

Un projet OBA délègue la fourniture du service au secteur privé et les versements sont effectués par le gouvernement grâce aux ressources de l'IDA. Les projets OBA sont conçus pour fournir aux institutions de développement un mécanisme pour soutenir l'introduction d'une participation du secteur privé à la fourniture de service.

Les détracteurs soutiennent que l'OBA et divers autres éléments de la PSDS constituent un 'essor sans précédent de la participation du secteur privé (PSP) dans les infrastructures et les services sociaux des pays en développement⁵³', qui fait que les prêts aux pays les plus pauvres sont tributaires de l'acceptation par les gouvernements de confier de plus en plus la fourniture de service à des compagnies privées.

⁵³ Kessler, T. (2002) *Services for All? Analyzing Public Utility Reform in Developing Countries*. Citizens Network on Essential Services, Takoma Park. et Wood, Angela (2003), *International Financial Institutions (IFI), Conditionality and Privatisation of Water and Sanitation Systems*. Rapport à l'intention de WaterAid

Foire aux questions

Dans cette section

Où la Banque obtient-elle ses fonds ?	.21
Quels sont les Pays pauvres très endettés (PPTÉ) ?	.21
Qu'est-ce qu'un Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté ?	.21
Que sont les Crédits d'appui à la réduction de la pauvreté ?	.22
Qu'est-ce qu'une Stratégie d'aide-pays ?	.22
Qu'est-ce que la conditionnalité ?	.23
Qu'est-ce que l'Évaluation de la politique et des institutions nationales (CPIA)?	.25
Que sont les Politiques de sauvegarde de la Banque mondiale ?	.25
Qu'est-ce que le Panel d'inspection de la Banque mondiale ?	.26
Qu'est-ce que le cycle de projet de la Banque mondiale ?	.27

Où la Banque obtient-elle ses fonds ?

La Banque mondiale lève des fonds auprès de ses 187 membres de différentes façons, y compris grâce à de nombreux produits financiers, ainsi que des prêts. La plupart des pays recevront des prêts soit de la BIRD soit de l'IDA, hormis quelques exceptions, les 'pays à financement mixte'. Les prêts de la Banque mondiale sont consentis une fois l'analyse de la pauvreté d'un pays évaluée et des priorités d'action identifiées : ce processus commence par les Stratégies d'aide-pays. Les pays qui reçoivent un prêt de l'IDA – y compris les Pays pauvres très endettés (PPTÉ) – sont tenus d'élaborer un Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP).

Quels sont les Pays pauvres très endettés (PPTÉ) ?

L'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTÉ) a été mise sur pied en 1996 par la Banque mondiale et le FMI afin de réduire l'endettement des pays pauvres en octroyant une annulation de la dette par le biais de prêts à des taux d'intérêt moindres pour les pays confrontés à un fardeau de la dette ingérable. Pour faire partie d'une Initiative PPTÉ, il faut satisfaire à une série de critères économiques et d'indicateurs de performance, y compris l'élaboration d'un Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP). Les conditions peuvent aussi inclure des coupes sombres dans les dépenses publiques (c.-à-d. pour la santé et l'éducation), et la privatisation des services de base, ce qui peut avoir des répercussions imprévues sur les pauvres.

Qu'est-ce qu'un Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté ?

Un DSRP est une stratégie nationale pour la réduction de la pauvreté qui doit être rédigée par le gouvernement d'un pays en consultation avec les citoyens et la société civile. Le DSRP commence avec une description et une analyse des causes de la pauvreté puis il identifie les stratégies pour surmonter la pauvreté et promouvoir la croissance économique, y compris des programmes sur les services de base, le développement agricole, les infrastructures locales, l'accroissement de la participation et une bonne gouvernance.

Le Bureau indépendant d'évaluation du FMI (BIE) rapporte que les processus DSRP ne sont pas bien ancrés dans les processus nationaux, ce qui bride l'appropriation nationale par l'administration. D'après le FMI, 'les processus participatifs ne sont généralement pas conçus pour renforcer les processus institutionnels nationaux existants en vue de l'élaboration de politiques et de la redevabilité (p. ex. par l'intermédiaire des parlements)⁵⁴.

⁵⁴ Fonds monétaire international (2004), Evaluation of the IMF's Role in Poverty Reduction Strategy Papers and the Poverty Reduction and Growth Facility. Bureau indépendant d'évaluation. Disponible sur : <http://www.imf.org/External/NP/ieo/2004/prspgrf/eng/report.pdf>, (2004). p. 3.

Si les DSRP étaient initialement prévus comme faisant partie intégrante du cadre d'accès à l'allègement de la dette, ils se sont transformés en un élément significatif du cadre de toute l'aide étrangère aux pays pauvres. Aucun prêt concessionnel⁵⁵ ne sera accordé à moins qu'un DSRP ne soit approuvé par les Conseils communs de la Banque mondiale et du FMI. Une fois qu'un DSRP est approuvé, les pays peuvent accéder aux Crédits d'appui à la réduction de la pauvreté (*Poverty Reduction Support Credit* – PRSC) de la Banque mondiale, pour les aider à mettre en œuvre leur DSRP.

Que sont les Crédits d'appui à la réduction de la pauvreté ?

Le Crédit d'appui à la réduction de la pauvreté (PRSC) est le mécanisme de prêt à décaissement rapide de la Banque mondiale pour soutenir les efforts de réduction de la pauvreté d'un pays emprunteur éligible. La Banque mondiale a introduit les PRSC pour aider les pays ayant droit à des prêts de l'IDA afin de mettre en œuvre leur stratégie de réduction de la pauvreté. L'éligibilité d'un pays dépend de l'évaluation par la Banque de la capacité et de l'engagement d'un pays à mettre en œuvre cette stratégie⁵⁶.

Un demande de PRSC commence par un DSRP, à partir duquel la Banque et le FMI produisent une évaluation conjointe de l'adéquation du DSRP pour offrir un cadre crédible au sein duquel ils pourront concevoir leur assistance.

Toutefois, d'aucuns soutiennent que cette fonction non négligeable de 'garde-fou' détourne l'équilibre de pouvoir des gouvernements des pays pauvres vers les institutions de Bretton Woods et limite la mesure dans laquelle ils peuvent autoriser une contribution sensée de la société civile dans les processus DSRP⁵⁷.

Toutefois, le processus de soumission des PRSC est non linéaire : les DSRP et les stratégies d'aide-pays peuvent s'informer mutuellement et parfois, l'Évaluation conjointe du DSRP est influencée par les priorités contenues dans un PRSC.

Qu'est-ce qu'une Stratégie d'aide-pays ?

La Stratégie d'aide-pays (Country Assistance Strategy – CAS) est 'le document national le plus important de la Banque mondiale⁵⁸' ; elle est préparée par la Banque pour les pays emprunteurs auprès de l'IDA ou de la BIRD et sert de 'business plan' de la Banque pour un pays emprunteur. La CAS énonce un programme d'activités de prêts et hors prêts, que la Banque estime susceptible d'avoir l'impact le plus marqué en termes de réduction de la pauvreté et elle est 'élaborée en consultation avec les autorités d'un pays, les organisations de la société civile, les partenaires du développement et d'autres parties prenantes⁵⁹'. Mais il ne s'agit pas d'un 'document négocié⁶⁰'.

Les avant-projets de CAS ne sont pas divulgués par la Banque, ce qui limite le niveau de collaboration informée de la société civile qui peut intervenir durant leur rédaction. En revanche, la Banque asiatique de développement, la Banque africaine de développement et la Banque européenne de développement pour la reconstruction et le développement exigent toutes la divulgation des projets de stratégies nationales⁶¹.

⁵⁵ Un prêt consenti à un taux inférieur au taux d'intérêt commercial.

⁵⁶ http://siteresources.worldbank.org/INTEMPowerment/Resources/14829_Uganda-web.pdf

⁵⁷ ActionAid Etats-Unis/ActionAid Ouganda (avril 2004), p. 41. Voir aussi Fraser, Alastair (2005).

⁵⁸ Stratégies d'aide-pays <http://go.worldbank.org/4M75BI76J0>

⁵⁹ Ibid.

⁶⁰ Banque mondiale <http://go.worldbank.org/Y56JH8LG20>

⁶¹ Jenkins, Bruce (mars 2010), *The World Bank's New Access to Information Policy: Conceptual leap with limits. IFI Info Brief. Bank Information Center and Global Transparency Initiative*. Disponible sur: http://www.ifitransparency.org/?AA_SL_Session=e983eeb6bf2f2ebf5988c4c75ffe874a&x=67915. pp. 7-8.

Vous souhaitez voir la Stratégie d'aide-pays élaborée pour votre pays ?

Rendez-vous sur <http://go.worldbank.org/SA0RPL3120> ou consultez tous les documents de votre pays www.worldbank.org/countries

Les Stratégies d'aide-pays sont également disponibles dans les Centres locaux d'information du public de la Banque mondiale (voir plus loin).

Qu'est-ce que la conditionnalité⁶² ?

En bref, la conditionnalité signifie qu'en échange d'un prêt consenti par la Banque mondiale, un gouvernement doit accepter de suivre les actions ou les politiques (conditions) qu'elle lui dicte.

Les détracteurs de la conditionnalité se concentrent sur les besoins d'un pays de restructurer son économie vers des mesures orientées à l'exportation et dirigées par le secteur privé pour promouvoir la croissance. Auparavant, le raisonnement de la Banque soutenait la privatisation, arguant que le secteur privé est plus efficace dans la fourniture de services, la génération de bénéfices plus importants, de ressources d'investissements, de débouchés et de croissance que le secteur public ; et que le secteur privé réagit mieux aux besoins de ses clients et qu'il est donc plus apte à rendre des comptes.

Les conditions de la Banque ont, dans une large mesure, porté sur des réformes de politiques macro-économiques (austérité fiscale et strictes réformes de la politique monétaire) ainsi que des réformes de politiques structurelles (y compris la libéralisation du commerce et des milieux financiers, la privatisation, la déréglementation, la décentralisation et des réformes orientées sur le marché).

Durant le dernier cycle de reconstitution du financement de l'IDA, les OSC ont fait pression sur leurs gouvernements respectifs pour qu'ils approuvent un complément de ressources pour l'IDA *à la condition expresse* que la Banque abandonne la 'conditionnalité de la politique économique' – en particulier, les conditions liées à la privatisation, la libéralisation, les réformes tarifaires, et les honoraires des usagers. En réponse aux OSC, le Royaume-Uni et la Norvège ont fait pression sur la Banque pour qu'elle tienne compte de ces préoccupations.

La Banque a constaté qu'elle avait '...sensiblement réduit la conditionnalité et introduit beaucoup plus de souplesse dans ses prêts basés sur les politiques depuis la fin des années 90. Les conditions ne sont plus qu'au nombre de 9 à 10 par opération et la teneur de la conditionnalité se détourne désormais de la gestion économique, du commerce et de la privatisation pour privilégier les réformes institutionnelles à plus long terme et la gouvernance du secteur public.'

En 2009, l'examen interne de la Banque mondiale sur les prêts à l'appui des politiques de développement a confirmé la 'robustesse globale de la stratégie de prêts à l'appui des politiques de développement comme un instrument souple et efficace pour fournir un financement et des conseils pour l'élaboration de politiques qui soutiennent les objectifs de développement à moyen terme d'un pays'. Il a aussi observé que les opérations de politique de développement 'continuent généralement d'être préparées en fonction des exigences dictées par les politiques opérationnelles de la Banque et conformément aux principes de bonnes pratiques en matière de conditionnalité⁶³'.

⁶² Wood, Angela (2003) *International Financial Institutions (IFI), Conditionality and Privatisation of Water and Sanitation Systems*. Report for WaterAid.

⁶³ 2009 Development Policy Lending Retrospective <http://go.worldbank.org/0QMSM8S6P0>

Les détracteurs disent que ces examens internes sont sujets à controverse en partie du fait qu'ils ne parviennent pas à 'évaluer la teneur de la conditionnalité en termes d'appropriation, d'efficacité et d'adéquation'⁶⁴.

Calendrier et types de conditionnalité

Actions préalables : celles-ci sont mises en œuvre avant qu'un gouvernement ne reçoive des fonds et elles stipulent les actions ou les réformes qu'un gouvernement doit entreprendre avant de recevoir un prêt.

Conditions de déclenchement : les conditions sont suivies durant le programme et elles doivent être mises en œuvre avant qu'une nouvelle tranche du prêt puisse être approuvée et émise⁶⁵. Si les conditions ne sont pas mises en œuvre, un gouvernement perd l'accès aux prêts qui lui avaient été consentis.

Indicateurs de performance/étalons structurels : il s'agit des conditions « officieuses » dont la Banque se sert pour déterminer si un programme est sur la bonne voie. À noter toutefois que la non-conformité ne débouche pas nécessairement sur une cessation du financement.

Conditionnalités propres aux pays en développement⁶⁶

1. Libéralisation des échanges
2. Libéralisation de l'investissement étranger
3. Privatisation des sociétés/services
4. Déréglementation
5. Rigueur des politiques fiscales et monétaires
6. Modèle de croissance impulsé par les exportations
7. Production de biens primaires

Politique d'un pays ayant réussi à se développer

1. Protection des échanges
2. Réglementation de l'investissement étranger
3. Compagnies/services publics
4. Réglementation
5. Politiques fiscales et monétaires keynésiennes
6. Investissement intérieur et croissance impulsée par les exportations
7. Transformation et diversification industrielle

Pourquoi les pays acceptent-ils la conditionnalité ?

En bref, ils ne peuvent pas faire autrement. Les pays qui dépendent d'un prêt de l'IDA – les plus pauvres ayant la notation de crédit la plus faible – n'ont guère d'options pour accéder au crédit. Les choix sont encore plus limités par les dettes effroyables de bon nombre de pays pauvres à la Banque mondiale, au FMI, à des banques privées, aux gouvernements de l'hémisphère Nord et à des 'fonds vautours'⁶⁷.

⁶⁴ Projet Bretton Woods (10 juillet 2009), 'Reviews fail to erase doubts over World Bank conditionality' [Les bilans ne parviennent pas à effacer les doutes concernant la conditionnalité pratiquée par la Banque mondiale]

⁶⁵ Le FMI appelle les 'actions de déclenchement' des critères de 'performance'.

⁶⁶ Rowden et Irama (avril 2004) : un bon précis sur la conditionnalité et les limites des processus DSRP. *Rethinking Participation. Questions for Civil Society about the Limits of Participation in PRSPs. Discussion Paper*. Washington DC. Disponible sur : http://siteresources.worldbank.org/CSO/Resources/AA_Rethinking_Participation_by_Action_Aid.pdf

⁶⁷ Les fonds vautours profitent du rachat, à bas prix, de la dette des pays pauvres très endettés et s'efforcent ensuite de recouvrer les sommes empruntées, souvent en intentant des procès auprès des tribunaux. Au moins 54 sociétés, dont bon nombre sont basées dans des paradis fiscaux, sont réputées avoir intenté une action en justice contre 12 des pays les plus pauvres du monde ces dernières années pour des sommes de l'ordre de 1,5 milliard de dollars. Pour en savoir plus, consultez : www.jubileedebtcampaign.org.uk

Il convient notamment de souligner que la Banque mondiale et le FMI se veulent les gardiens de la finance mondiale. Sans l'aval des institutions de Bretton Woods, d'autres prêts auprès des autres donateurs bilatéraux et multilatéraux ne seront pas 'débloqués'. L'approbation de la Banque mondiale et du FMI est donc essentielle pour accéder à un financement de toute source, quelle qu'elle soit.

Qu'est-ce que l'Évaluation de la politique et des institutions nationales (CPIA) ?

La CPIA équivaut à un 'bulletin de note' de la Banque mondiale et du FMI qui évalue les performances annuelles des pays emprunteurs à faible revenu. Cette performance n'est pas évaluée par rapport à la réduction effective de la pauvreté ou même par rapport à une croissance économique élevée ; au lieu de cela, les notes traduisent dans quelle mesure le gouvernement s'est plié aux réformes institutionnelles et a embrassé des politiques néolibérales (à savoir libéralisation, privatisation, austérité fiscale, etc.).

Les bulletins de note de la CPIA ne sont pas rendus publics ; ils ne sont même pas divulgués au pays emprunteur concerné⁶⁸. Ils sont publiés collectivement pour un groupe de pays mais pas pour des États individuels. Malgré ce manque de transparence, le CPIA est essentiel dans la détermination du niveau de prêt de la Banque et dans la fixation des conditions de prêt ultérieures.

Que sont les politiques de sauvegarde de la Banque mondiale ?

Les politiques de sauvegarde écologiques et sociales sont un ensemble de dix politiques écologiques et sociales conçu pour protéger l'environnement et les populations vulnérables des effets adverses des opérations financées par la Banque. Leur objectif est de 'prévenir et atténuer tout préjudice aux populations et à leur environnement dans le processus de développement'. Les politiques servent de lignes directrices pour le personnel de la Banque et du pays emprunteur dans le cadre de l'identification, la préparation et la mise en œuvre des programmes et projets. Au départ, les politiques de sauvegarde étaient rédigées comme des politiques opérationnelles internes à l'intention du personnel ; mais suite à des pressions de groupes écologiques et sociaux dans les années 80, les politiques de sauvegarde de la Banque mondiale ont évolué et ont été officiellement mises en œuvre en 1998⁶⁹.

La Banque attribue toute hausse dans l'efficacité et l'impact des projets et programmes à l'attention que son personnel prête à ces politiques et elle précise que les politiques de sauvegarde ont souvent servi de plate-forme pour la participation des parties prenantes à la conception de projet. Les politiques de sauvegarde sont utilisées par la Banque dans le cadre du processus de renforcement de l'appropriation de l'action de la Banque par les populations locales auprès desquelles la Banque travaille⁷⁰.

Le nouvel accès de la Banque aux politiques d'information exige la divulgation de documents de sauvegarde cruciaux concernant les évaluations environnementales, les réinstallations involontaires et les populations autochtones⁷¹. Il n'existe toutefois aucune spécification claire ou précise en matière de calendrier, de format, de langue ou d'accessibilité concernant la publication des documents de sauvegarde⁷².

⁶⁸ Les directeurs nationaux de la Banque mondiale peuvent choisir de faire part des bulletins CPIA aux représentants nationaux, mais ce n'est pas une obligation.

⁶⁹ Projet Bretton Woods (22 septembre 2009).

⁷⁰ <http://go.worldbank.org/WTA1ODE7T0>

⁷¹ Jenkins, Bruce (mars 2010), *The World Bank's New Access to Information Policy: Conceptual leap with limits. IFI Info Brief. Bank Information Center and Global Transparency Initiative*. Disponible sur : http://www.ifitransparency.org/?AA_SL_Session=e983eeb6bf2f2ebf5988c4c75ffe874a&x=67915, p.17. Dresse une liste complète des divulgations obligatoires d'informations de sauvegarde.

⁷² Ibid.

En 2009, en partie pour répondre à la crise économique mondiale et promouvoir une utilisation plus large des opérations de soutien budgétaire, la Banque a augmenté son usage de prêts de politique de développement (PPD) à décaissement rapide pour soutenir les réformes politiques des emprunteurs. En 2009, les PPD constituaient plus de 40 % des prêts de la Banque.

Malheureusement, les PPD ne sont pas soumis aux politiques de sauvegarde de la Banque. Bien souvent, les obligations de divulgation *précoce* concernant les risques sociaux et environnementaux et les détails des PPD ne sont connus du public qu'une fois que les PPD ont été approuvés. La nouvelle politique d'accès à l'information de la Banque prévoit la divulgation simultanée de ces documents lors de la soumission au Conseil (seulement si le pays emprunteur y consent). Toutefois, un tel calendrier ne donne pas suffisamment de temps pour un examen soigné, une appréciation et une mobilisation des OSC et des autres parties prenantes extérieures⁷³.

Qu'est-ce que le Panel d'inspection de la Banque mondiale ?

Lorsqu'il est allégué que la Banque mondiale ou un emprunteur est en violation d'une politique de sauvegarde, il est possible de soumettre une demande d'inspection au Panel d'inspection de la Banque mondiale. Le Panel a été créé en 1993 et il a juridiction sur les opérations de la BIRD et de l'IDA. Il sert de tribune aux populations qui estiment qu'elles ont été lésées par des opérations financées par la Banque, en leur permettant de faire entendre leurs griefs auprès des plus hauts niveaux de prise de décision de la Banque mondiale.

Le Panel reçoit et étudie des 'plaintes' qui sont aussi appelées 'demandes d'inspection' et détermine si la Banque respecte ses propres politiques et procédures, conçues pour veiller à ce que les opérations financées par la Banque apportent des avantages sociaux et écologiques et évitent de porter préjudice aux populations et à l'environnement.

Les travaux du Panel sont étudiés pour faire en sorte que la Banque mondiale respecte des normes de redevabilité qui sont aussi élevées que celles qu'elle impose à ses clients et partenaires. Le Panel s'efforce aussi d'améliorer l'efficacité des investissements de la Banque en matière de développement et l'exécution de sa mission de réduction de la pauvreté.

Le Panel se compose de trois membres. Tous sont sélectionnés pour un certain nombre de qualités : l'aptitude à traiter les demandes d'inspection avec rigueur et équité ; intégrité et indépendance vis-à-vis de la direction de la Banque ; connaissance des enjeux du développement et des conditions de vie dans les pays en développement.

Le Panel est désigné par le Conseil de la Banque et siège pour un mandat non renouvelable de cinq ans. Outre les trois membres du Panel, un Secrétariat exécutif soutient et participe à toutes les activités du Panel ; il est doté de ressources distinctes pour s'acquitter de ses fonctions⁷⁴.

Le Centre d'information de la Banque (BIC) est une excellente source d'information sur le Panel d'inspection de la Banque mondiale et sur les politiques de sauvegarde de la Banque⁷⁵.

⁷³ Jenkins, Bruce (mars 2010), The World Bank's New Access to Information Policy: Conceptual leap with limits. IFI Info Brief. Bank Information Center and Global Transparency Initiative. Disponible sur: http://www.ifitransparency.org/?AA_SL_Session=e983eeb6bf2f2ebf5988c4c75ffe874a&x=67915, p.17. Dresse une liste complète des divulgations obligatoires d'informations de sauvegarde.

⁷⁴ www.inspectionpanel.org

⁷⁵ <http://www.bicusa.org/en/Article.292.aspx>

Comment déposer une 'demande d'inspection'?

Vous pouvez envoyer un courriel à ipanel@worldbank.org pour demander une brochure expliquant la procédure à suivre et pour obtenir un modèle pour l'établissement de votre demande.

Un *Citizens Guide to the Inspection Panel* [Guide du citoyen pour contacter le Panel d'inspection] et un *Strategic Guide to the Inspection Panel* [Guide stratégique relatif au Panel d'inspection] sont disponibles sur www.accountabilityproject.org

Le lecteur pourra aussi demander un exemplaire gratuit de la publication de la Banque : *Accountability at the World Bank: The Inspection Panel 15 Years On* en appelant le Panel d'inspection au +1 (202) 473 1779 ou en adressant un courriel à ipanel@worldbank.org.

Qu'est-ce que le cycle de projet de la Banque mondiale ?

L'aide au développement de la Banque mondiale suit un cycle de projet en six étapes. La Banque mondiale et le pays emprunteur sont censés travailler ensemble tout au long du cycle de projet bien qu'ils aient des rôles et des responsabilités différentes. Ci-après figure un guide des différentes étapes du cycle de projet en précisant les informations auxquelles vous pouvez accéder à chaque étape du processus.

Il convient de noter que les Projets peuvent être abandonnés à toute étape du processus, de leur préparation à leur approbation.

Stages of the World Bank project cycle

Étapes	Description	Durée	Principal responsable ?	Documents de la Banque mondiale et sources d'informations accessibles au public à chaque étape du cycle
1. Pré-examen	Avant d'accorder un prêt quel qu'il soit, il y a un certain nombre de processus qui sont conçus pour étoffer l'analyse de la pauvreté d'un pays et identifier des priorités d'action. Parmi eux figurent les Activités économiques et sectorielles (ESW page 17), un document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP page 21 et la stratégie d'aide-pays (CAS page 23).	Variable	Gouvernement du pays emprunteur (DSRP). Banque mondiale (CAS, ESW, Stratégies sectorielles).	Voir les sections sur CAS, ESW et les Stratégies sectorielles dans ce manuel.
2. Identification	Sur la base du DSRP et de la CAS, le gouvernement et la Banque mondiale identifient conjointement des projets qui soutiendront leurs objectifs de développement. Une fois qu'un projet a été identifié, l'équipe de la Banque mondiale crée une fiche descriptive de projet (Project concept note – PCN). Il s'agit d'un document interne qui décrit les éléments de base du projet, l'objectif visé, les risques probables, les variantes envisageables pour la réalisation du projet et un calendrier possible du processus d'approbation du projet. Après quoi, un Document d'information sur le projet (Project information document – PID) est mis à la disposition du public par le biais de l'InfoShop de la Banque. Un projet est géré par le ministère compétent, p. ex. un projet lié à la santé sera géré par le ministère de la Santé. Le ministère effectue une étude de faisabilité du projet avec l'aide du personnel de la Banque, puis une « mission d'identification » est entreprise afin de détailler les principes clés et les conditions du projet.	Variable	Personnel du gouvernement emprunteur identifié au sein de « l'agence de mise en œuvre du projet », c.-à-d. le ministère compétent. Personnel de la Banque mondiale – Chargé de projet ou Chef d'équipe.	Le Document d'information sur le projet (PID) est préparé par le personnel de la Banque mondiale à l'issue d'un examen interne de la Note conceptuelle du projet (voir à gauche). Il est mis à la disposition du public par l'InfoShop de la Banque. Ce document résume les éléments de base du projet, y compris ses objectifs, risques probables et un calendrier possible pour le processus d'approbation. Il renferme également le nom du Chargé de projet au sein de la Banque mondiale La Fiche de données intégrées sur les principes de sauvegarde (Integrated Safeguards Data Sheet – ISDS) est établie à l'issue du premier examen formel du projet et mise à la disposition du public sur la toile. Elle identifie les aspects clés du projet en ce qui concerne les principes de sauvegarde environnementale et sociale de la Banque mondiale et fournit des informations sur la façon dont ces aspects seront pris en compte durant la préparation du projet. L' État mensuel des projets de la Banque mondiale (Monthly Operational Summary – MOS) (http://www.worldbank.org/)

				<p>html/opr/procure/MOS/contents.html et explorer la page pour en savoir plus) rend compte du statut des projets engagés dans la filière de prêts de la Banque mondiale, depuis l'identification du projet jusqu'à la signature du prêt ou de l'accord de crédit. Une fois le prêt ou le crédit signé, les entrées sont effacées du MOS.</p> <p>La Base de données des projets (voir Projets et programmes sur: http://www.worldbank.org) est une base de données de la Banque mondiale qui recense tous les projets passés et en cours entrepris par la Banque. Elle comprend des renseignements de base (comme le montant du prêt, l'emprunteur et le statut du projet) plus des liens vers des documents de projet plus détaillés.</p>
3. Préparation	<p>Le pays emprunteur est responsable de la préparation du projet. Les problèmes techniques, institutionnels, économiques, environnementaux et financiers sont examinés et traités, y compris avec la réalisation d'une Évaluation environnementale obligatoire (Environmental assessment – EA). Dans le même temps, la Banque offre une analyse et des conseils en cas de besoin et elle commence à déterminer les conditions requises pour la réussite du projet.</p>	Jusqu'à 3 ans	Gouvernement emprunteur.	<p>Un Rapport d'évaluation environnementale (EA) analyse l'impact probable sur l'environnement d'un projet envisagé et les moyens de minimiser les effets préjudiciables éventuels.</p> <p>Un Plan de développement pour les populations autochtones identifie les effets potentiellement nuisibles pour la santé, les ressources productives, l'économie et la culture des populations autochtones.</p>
4. Évaluation	<p>Le personnel de la Banque mondiale procède à une évaluation de toutes les études réalisées à aux étapes précédentes, y compris une « mission d'évaluation », lorsqu'ils passent 3 à 4 semaines dans le pays. Le résultat de cet examen est décrit dans le Document d'évaluation du projet (Project Appraisal Document – PAD) (pour les projets d'investissement) qui fournit une</p>	3 à 6 mois	Personnel de la Banque mondiale.	<p>Un Document d'information sur le projet (PID, voir l'étape 2).</p> <p>Un Document d'évaluation du projet (PAD) mis à la disposition du public uniquement une fois que le projet a été approuvé par le Conseil.</p>

	description détaillée du projet et de sa mise en œuvre. Le Document d'information sur le projet (PID) est mis à jour durant cette phase. Toutefois, le PAD n'est pas mis à la disposition du public avant l'approbation du projet.	1 à 2 mois	Le gouvernement emprunteur et la Banque mondiale négocient.	<p>Le Document d'évaluation du projet (PAD) présente toutes les informations nécessaires aux Administrateurs pour approuver le financement par la Banque du projet proposé.</p> <p>Le Document du programme (PGD) décrit les opérations de prêt d'ajustement et énonce l'appréciation et la détermination de la faisabilité et de la justification du programme.</p> <p>L'Annexe technique complète le Mémoire et la Recommandation du Président dans le cas des financements de services d'assistance technique hors projet, pour lesquels il n'est pas nécessaire de préparer un Document d'évaluation du projet.</p>
5. Négociation et approbation	La Banque mondiale et le pays emprunteur négocient et se mettent d'accord sur les conditions du prêt qui accompagne le projet. Le PAD et d'autres documents de prêt/crédit sont transmis aux Administrateurs (voir la 1 ^{ère} partie de ce Guide d'introduction) pour approbation. Ils peuvent aussi être soumis à validation par le gouvernement emprunteur, ce qui peut nécessiter la ratification par le conseil des ministres ou par le corps législatif d'un pays. Une fois cette étape franchie, le prêt est déclaré en vigueur ou près au décaissement, dès que les conditions pertinentes auront été satisfaites, et les documents de l'accord sont alors mis à la disposition du public.	1 à 10 ans	Gouvernement emprunteur.	<p>Le rapport sur l'état d'avancement des projets en cours d'exécution présente un très bref aperçu des projets en cours durant l'exercice écoulé.</p> <p>Le rapport de fin d'exécution examine les résultats et évalue chaque opération de financement de la Banque une fois qu'elle est terminée. Les agents des services opérationnels préparent ces auto-évaluations pour chaque projet achevé.</p>
6. Exécution et supervision	Le pays emprunteur, et non la Banque mondiale, se charge de l'exécution du projet. La Banque est, quant à elle, chargée de la supervision et de l'assistance technique. Cela permet de veiller à ce que les conditions de l'accord de prêt soient respectées et que la passation de marchés soit réalisée conformément aux lignes directrices de la Banque mondiale.			

7. Suivi-évaluation	<p>Suite à l'achèvement d'un projet, le Département indépendant de l'évaluation des opérations mène un audit afin de mesurer ses réalisations par rapport aux objectifs initiaux, y compris un examen du rapport de fin d'exécution et la préparation d'un rapport distinct. Ces deux rapports sont ensuite soumis aux Administrateurs de la Banque mondiale et au gouvernement du pays emprunteur. Ils ne sont pas rendus publics.</p>	Non disponible	Service d'évaluation des opérations de la Banque mondiale.	<p>Les Rapports d'évaluation de la performance des projets notent les résultats des projets (en tenant compte de leur pertinence, de leur efficacité à produire les résultats escomptés et de leur efficacité), la viabilité des résultats et leur impact sur le développement institutionnel. Un projet achevé sur quatre (soit environ 70 projets par an) fait l'objet d'un Rapport d'évaluation de la performance du projet, qui prend environ six semaines au personnel du Département des programmes et de l'évaluation de la Banque mondiale et qui comprend normalement une visite au projet dans le pays emprunteur.</p> <p>Les Rapports d'évaluation d'impact évaluent la valeur économique des projets et leurs effets à long terme sur la population et l'environnement. Ces évaluations de projet sont réalisées par la Banque mondiale cinq à huit ans après la fin des décaissements.</p>
---------------------	---	----------------	--	---

Source d'information : Adapté des informations figurant sur le site web de la Banque mondiale : <http://www.worldbank.org>

Comment faire pour...

Dans cette section

Accéder à des informations sur la Banque	33
Influencer des projets sectoriels	36
Forger une relation avec le personnel local de la Banque	37
Influencer les politiques nationales et les travaux sectoriels et économiques de la Banque ..	39
Influencer la stratégie de la Banque	40
'Observer' la Banque	41

Accéder à des informations sur la Banque

La société civile a fait longtemps pression pour un meilleur accès aux informations sur la Banque. La nouvelle politique d'accès à l'information de la Banque mondiale (en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2010) constitue une amélioration de l'approche de la Banque en matière de divulgation de l'information et reconnaît l'importance cruciale de la transparence et de la redevabilité pour les processus de développement⁷⁶. Au lieu d'une approche axée sur les documents (dressant la liste des documents qui peuvent ou ne peuvent pas être publiés), la nouvelle politique suppose que toute chose qui n'est pas sur la liste des exceptions peut être divulguée.

La nouvelle politique d'accès à l'information <http://go.worldbank.org/TRCDVYJ440>

'Ce changement de paradigme souligne l'engagement de la Banque en matière de transparence et de redevabilité et reconnaît leur importance cruciale pour le développement et pour l'exécution de la mission de la Banque de réduction de la pauvreté et d'amélioration de l'efficacité du développement.' Robert B. Zoellick, Président du Groupe de la Banque mondiale.

'La nouvelle politique d'accès à l'information de la Banque place la Banque à l'avant-garde des institutions financières internationales en matière de transparence.' Jenkins, Bruce (mars 2010), p. 19

Il subsiste toutefois 'une protection absolue des informations internes au travers d'un processus de délibéré'. Il s'agit là d'une exception dont la définition est large, ce qui pourrait se traduire par une rétention des projets de politiques et des avant-projets (comme les Stratégies d'aide-pays ou les documents de projet de la Banque), ce qui compromettrait la participation de la société civile à la prise de décision. Les gouvernements et les tierces parties (p. ex. les entrepreneurs privés) ont aussi le pouvoir de bloquer la publication de l'information qu'ils fournissent à la Banque par le biais de leurs Administrateurs⁷⁷.

⁷⁶ Jenkins, Bruce (mars 2010), *The World Bank's New Access to Information Policy: Conceptual leap with limits*. IFI Info Brief. Bank Information Center and Global Transparency Initiative. Disponible sur: http://www.ifitransparency.org/?AA_SL_Session=e983eeb6bf2f2ebf5988c4c75ffe874a&x=67915, p. 1.

⁷⁷ Ekdawi, Amy (février 2010), *The World Bank's New Disclosure of Information Policy: How Can Civil Society Ensure Its Proper Implementation?* International Budget Partnership e-Newsletter No. 52. Disponible sur: <http://www.internationalbudget.org/resources/newsletter52.htm#WB>, pp. 14-15.

La Banque mondiale et les médias sociaux

Avec la politique d'accès à l'information de la Banque mondiale, on voit émerger un nouveau langage autour du *partage de l'information, de l'élimination des obstacles, du souhait de devenir plus responsable et plus transparent* et de nouveaux mécanismes pour la collaboration et le retour d'information tels que les outils des médias sociaux et un futur outil de pistage GPS.

Par le biais des blogs, de Facebook et de Twitter, la Banque mondiale met à profit les médias sociaux à travers le monde dans le cadre d'un effort global afin de la rendre plus responsable, plus ouverte et plus réactive. www.worldbank.org reçoit 2,5 millions de visites par mois pour consulter un contenu en près de 60 langues.

Grâce à ces plates-formes en ligne, la Banque nous fait savoir qu'elle voit d'un bon œil les critiques et réactions constructives formulées à l'égard de ses projets. La Banque a aménagé une page sur Facebook, des flux Twitter, des blogs et des forums de discussion en direct. Cela pourrait révolutionner notre collaboration avec la Banque.

LIBRE À VOUS D'ESSAYER... Écrivez un commentaire sur un blog, suivez la Banque sur Twitter ou sur Facebook

<http://blogs.worldbank.org/>

<http://blogs.worldbank.org/publicsphere/>

<http://twitter.com/WorldBank/wbtweets>

<http://www.facebook.com/worldbank>

Plate-forme Mapping for Results

L'outil GPS *Mapping for Results* (Cartographie des résultats) en est encore au stade du développement. Il entend servir d'outil analytique afin de visualiser l'emplacement géographique des projets financés par la Banque pour les analyser – <http://maps.worldbank.org/>

Où trouver des informations sur la Banque :

Centre d'information du public sur la Banque mondiale (PIC) : Basés dans les pays depuis 2003, les PIC ont pour vocation d'optimiser la diffusion de tous les types d'information et de promouvoir le dialogue et le retour d'information.

Centres d'information du public sur la Banque mondiale

Les informations sur la Banque mondiale (documents, vidéos, données, projets ou recherches) sont disponibles en se présentant en personne dans plus de 100 sites répartis à travers le monde. Les PIC fournissent aussi un accès à des ordinateurs et à l'Internet et organisent des manifestations, des débats et des dialogues.

Pour trouver le site le plus proche, consultez : <http://go.worldbank.org/OMDMX5LDF0>. S'il n'y a pas de centre ou de point d'information dans votre pays, veuillez adresser un courriel à pic@worldbank.org.

Si vous ne disposez pas d'un accès à l'Internet, contactez votre chapitre local FAN et nous vous aiderons à localiser l'information recherchée.

Pages relatives à l'eau de la Banque mondiale : Il s'agit des « pages bleues » donnant des ressources et des informations sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement, l'hydroélectricité, l'irrigation et le drainage, la gestion des ressources en eau, des pages régionales et nationales et des informations sur les projets dormants. Voir www.worldbank.org/watsan/bluepages.htm

Base de données des projets de la Banque : Tous les projets passés et en cours figurent dans cette base de données. Pour les trouver, cliquez sur l'onglet '*Projects and Operations*' en haut du site web de la Banque mondiale. La base de données vous offre des détails élémentaires sur le projet (p. ex. le montant du prêt, l'emprunteur et le statut du projet), ainsi que des liens vers des documents de projet plus détaillés.

Bureau d'aide sur les questions liées à l'eau : Si vous ne trouvez pas ce que vous recherchez dans les ressources qui précèdent ou si vous avez des questions sur ce que vous avez trouvé, adressez un courriel au Bureau d'aide sur les questions liées à l'eau : Whelpdesk@worldbank.org ou appelez le : +1 202 458 8536.

Semaine de l'eau de la Banque mondiale : Dans le passé, cette manifestation annuelle a été une tribune importante où les professionnels de l'eau ont pu se réunir pour prendre connaissance et discuter des développements dans le secteur. Regrettablement, en 2010, la manifestation a été annulée et il n'est pas encore certain qu'il y aura d'autres Semaines de l'eau de la Banque mondiale à l'avenir.

Points focaux Banque mondiale-société civile : Forger une relation avec ces points focaux dans votre pays ou région est une excellente façon d'obtenir des informations et des invitations à des dialogues ou des consultations.

En Inde, **The Solutions Exchange**, hébergé par les Nations Unies, est une initiative en ligne qui offre aux praticiens du développement un forum pour bénéficier des connaissances et des expériences des collègues. Il est dirigé par un groupe de ressources qui comprend des agences multilatérales, le gouvernement indien et des instituts de recherche. Grâce aux communautés locales, les membres auront un accès opportun aux conseils échangés par leurs pairs.

Découvrez le Groupe d'échange de solutions sur l'eau et l'environnement sur : <http://www.solutionexchange-un.net.in/wes.htm>

Influencer des projets sectoriels

La contribution la plus efficace est donnée en amont du cycle de projet, car c'est la phase lors de laquelle une Analyse de la pauvreté et de l'impact social (PSIA) peut être demandée et lorsqu'il est encore possible d'envisager d'autres projets ou des méthodes alternatives. Toutefois, les discussions entre les gouvernements pays et la Banque concernant des projets potentiels (phases d'identification et antérieure à l'engagement dans le cycle de projet) peuvent commencer des années avant que toute documentation sur le projet ne soit mise en commun, rendant ainsi la mobilisation dans cette phase délicate, pour ne pas dire impossible.

Un dialogue Banque mondiale-OSC sur le réseau d'eau urbain et l'assainissement en 2004 a pointé du doigt le fait que le manque d'information sur ces processus délibérants, et donc l'impossibilité d'y participer durant le tout début du projet, constitue un obstacle majeur à une mobilisation convaincante.

Autres exemples d'obstacles à un engagement productif⁷⁸

- Du fait de leur faible niveau d'influence et d'expérience en matière de négociation, les OSC sont défavorisées dès le départ
- Des positions critiques antérieures vis-à-vis de la Banque ou de la politique gouvernementale peuvent limiter l'accès aux opportunités et au processus de prise de décisions
- La distribution d'information concernant la Banque peut certes dépendre de sources en ligne mais certaines parties prenantes peuvent ne pas y avoir accès
- Le langage complexe ou « eurocentrique » utilisé dans les documents peut constituer un obstacle pour les populations minoritaires
- Les projets de la Banque exigent l'aval du gouvernement (certaines lois nationales exigent une approbation parlementaire) et cela peut avoir une incidence sur le calendrier et sur d'autres aspects de la collaboration
- Les projets de la Banque sont difficiles à pister pour les OSC lorsqu'il s'agit des fonds, par rapport aux objectifs et aux plans (p. ex. les fonds destinés au tsunami en Inde ont été utilisés à la relocalisation de bidonvilles)
- Les critères d'évaluation sont inappropriés et n'évaluent pas le niveau de satisfaction des communautés concernant les projets ou la question de savoir si les communautés ont participé à la prise de décisions
- Il y a un manque d'engagement de la part des gouvernements de faire participer la société civile et les communautés ou de mener des consultations

⁷⁸ Expérience de FANCA (2010), pp. 20-21.

Forger une relation avec le personnel local de la Banque

Tant qu'il n'y aura pas de meilleurs mécanismes institutionnalisés pour s'embarquer dans les phases d'identification et de pré-engagement du cycle de projet, il est important de nouer des relations avec les ministères et les agents gouvernementaux pertinents ainsi qu'avec le personnel de la Banque pour gagner accès à des informations en amont du projet. De même, pour se renseigner sur des projets actuels et futurs et offrir des exemples de bonnes pratiques, susceptibles d'être mis à l'échelle grâce à un financement de la Banque, on est tributaire d'un « marketing relationnel » performant.

Une fois un projet en cours, il est aussi important de développer une relation avec les Chefs de projet de la Banque (Task Team Leader – TTL), en proposant les services de votre organisation ou de votre réseau en guise de ressource. Les TTL sont chargés de gérer le projet de bout en bout, y compris le suivi, la passation de marchés et la sélection des consultants. En ouvrant un dialogue avec les TTL, vous serez peut-être en mesure de partager et d'acquérir de l'expérience en matière de bonnes pratiques et d'influencer non seulement des projets spécifiques, mais encore des pratiques et des politiques plus larges. Les TTL ont aussi la possibilité d'influencer les Administrateurs et autres grâce à leurs comptes rendus de terrain, par conséquent le fait de soutenir et d'influencer leurs travaux peut avoir un impact plus large.

Vous devriez aussi chercher à connaître :

- **Le personnel spécialiste de la société civile au niveau du pays** dans les 70 bureaux nationaux de la Banque mondiale à travers le monde ; ils se livrent souvent à un audit social, une analyse des parties prenantes et autres activités pertinentes. Pour connaître leurs coordonnées, consultez <http://go.worldbank.org/OF9ITL2VJ0>.
- **Le personnel des départements-pays** peut fournir des informations sur les activités et les possibilités offertes par la Banque. En Inde et au Bangladesh, par exemple, presque tout le personnel pertinent est basé dans le pays hôte.

Brefs conseils pour vous mettre en rapport avec le personnel local de la Banque dans votre pays⁷⁹

- Rencontrez des organisations expérimentées pour en savoir plus sur les processus et partager des enseignements. N'inventez pas de nouveaux processus lorsqu'il peut déjà exister une expérience et des connaissances antérieures.
- Assistez aux réunions de coordination du secteur. C'est un endroit idéal pour rencontrer les chefs de projets. Les acteurs dont le travail est réputé et respecté dans le secteur seront souvent invités à ces réunions et le réseautage avec ces partenaires constitue une excellente façon de forger un dialogue.
- Soyez transparent et faites preuve de professionnalisme et de cohérence. Cela fera que les institutions vous feront confiance et vous rechercheront, même si vous avez exprimé une opposition à leurs politiques ou à leurs pratiques dans le passé.
- Prenez part aux manifestations mondiales, comme les manifestations de la société civile auxquelles assistent les spécialistes de la Banque mondiale. Affûtez vos compétences pour vous immiscer dans ces dialogues et présenter vos travaux et votre point de vue.
- Tirez parti des ressources existantes : Building Partnerships for Development in the Water and Sanitation Sector (BPD)⁸⁰ propose des outils et des conseils pour créer des conversations productives sur la portée, l'objet, la structure et les besoins en ressources des partenariats dans le secteur. <http://www.bpdws.org>
- Identifiez le personnel de la Banque dans votre pays ou votre domaine (c.-à-d. le projet, WSP, une politique régionale). Dans la mesure du possible, déterminez avec qui ils travaillent déjà et essayez de forger des partenariats avec ces groupes ou ces individus, peut-être en leur proposant votre organisation ou votre réseau comme ressources spécialisées. Les agents de la Banque peuvent être très occupés et faire l'objet de différents types de pression, par conséquent, il convient de réfléchir à la façon dont vous pouvez vous présenter comme un atout pour leurs travaux et il est important de communiquer clairement.

Conseil de pro : si vous n'êtes pas constitué en réseau, faites-le sans tarder ! Faites-vous connaître, de même que vos affiliations aux agences et organes sectoriels pertinents, par exemple, par le biais de la Commission centraméricaine de l'environnement et du développement. Les réseaux peuvent permettre, entre autres :

- Aux chefs de projet et autres agents de la Banque de collaborer simultanément avec de nombreux acteurs du secteur
- Aux agents de la Banque (et aux ministères gouvernementaux) de faire appel plus facilement et plus rapidement à une expertise sectorielle
- de fournir un soutien et une expérience dans le cadre des processus consultatifs
- le partage d'information et l'établissement d'une stratégie entre plusieurs acteurs du secteur ayant des informations différentes sur des projets, des politiques et des processus et avec des liens différents au pouvoir
- renforcer les compétences pour une collaboration efficace dans des domaines comme la négociation et le travail d'influence fondé sur les preuves

⁷⁹ Expérience de FANCA (2010), pp. 22-23 et FANSA (2010), pp. 5-6.

⁸⁰ www.bpd-waterandsanitation.org

Influencer les politiques nationales et les travaux sectoriels et économiques de la Banque

L'une des manières les plus convaincantes utilisées par la Banque mondiale pour influencer les politiques au niveau national dans tous les secteurs est par le biais d'études sur les activités économiques et sectorielles (ESW) qui examinent les politiques, les structures et les institutions économiques. Ces études sont déterminantes pour élaborer les Stratégies d'aide-pays et les DSRP et pour informer les conseils politiques que la Banque donne à un pays. Depuis l'introduction du processus DSRP, la Banque a augmenté ses activités économiques et sectorielles.

Dans le passé, les études ESW étaient souvent produites avec une contribution minime de la société civile. Au lieu de présenter toute la panoplie d'options politiques pour faciliter le débat, les options considérées dans les ESW étaient 'pré-sélectionnées' par la Banque et appuyées par les études. Les prises de décision au niveau national et les consultations déterminaient ensuite le calendrier et le déroulement des réformes proposées⁸¹. Il était rare que les études ESW soient disponibles dans les langues pertinentes, de sorte que les décisions clés ne devenaient connues qu'une fois le programme décidé⁸².

Plus récemment, les OSC ont pu prendre part à la consultation et à l'exécution des travaux rentrant dans les ESW. Toutefois, les points d'accès pour prendre connaissance, participer ou réagir aux ESW restent confus. Il est également difficile de savoir comment la nouvelle politique d'information régit les ESW et si la rédaction de certains documents est considérée comme un processus délibérant (et donc confidentiel).

Certains soutiennent que le fait de restreindre le débat par le biais des ESW est encore plus préjudiciable que d'imposer des conditionnalités spécifiques ou que cela peut les rendre superflus pour forcer les gouvernements à agir ou à provoquer des réformes. Grâce aux ESW, la Banque peut exercer une influence sur l'élaboration des politiques générales, la réglementation et d'autres aspects en limitant la gamme d'options.

Ainsi, la Stratégie sectorielle concernant les ressources en eau proposée par la Banque signalait qu'il y avait un 'consensus général sur ce qui constitue ... les caractéristiques essentielles d'un secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement en bonne santé ... en séparant les rôles des prestataires (de plus en plus souvent issus du secteur privé) et les tâches de réglementation, d'élaboration de politiques et d'évaluation (qui incombent au secteur public), et la concurrence entre les prestataires⁸³'. Mais l'affirmation d'un tel consensus n'entraîne pas pour autant son existence. Toutefois, cela peut modeler le débat potentiel dans le pays hôte, notamment en ce qui concerne le financement de la Banque.

⁸¹ Wood, Angela (2003), *International Financial Institutions (IFI), Conditionality and Privatisation of Water and Sanitation Systems*. Rapport à l'intention de WaterAid

⁸² Ibid.

⁸³ Alexander, N.C. (2002), *A Critique of the World Bank Water Resources Strategy*. Citizens' Network on Essential Services. Disponible sur: <http://www.globalpolicy.org/component/content/article/209/43340.html>

Pour en savoir plus sur les ESW dans votre pays.

Questions à poser au personnel de la Banque⁸⁴ :

- Quelles recherches la Banque a-t-elle commanditée ou prévoit-elle de commanditer ?
- Qui va réaliser ces études ?
- Quelles seront les méthodes de recherche utilisées ?
- Quel est le calendrier pour la planification, la réalisation et la publication des recherches ?
- Le processus de conception, d'exécution et de conclusion de ces études sera-t-il ouvert aux groupes intéressés de la société civile ?
- En quoi ces exercices de recherche cadrent-ils avec le processus d'établissement de Documents de stratégie de réduction de la pauvreté et le processus de négociation des conditions des prêts consentis aux termes des Crédits d'appui à la réduction de la pauvreté et de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC)⁸⁵ ?
- Y a-t-il des commissions parlementaires ou autres comités impliqués dans l'orientation de ces travaux ?
- À quel stade en sont la FRPC et les PRSC ?
- Quand est-il prévu de remanier votre Stratégie d'aide-pays ?
- Quels sont vos projets pour la participation de la société civile à la négociation de la Stratégie d'aide-pays, du PRSC et de la FRPC ?
- Avez-vous l'intention de réaliser une Analyse de la pauvreté et de l'impact social sur l'une ou l'autre des réformes que vous encouragez ?

Pour que les agents de la Banque mondiale (et du FMI) puissent donner des réponses faciles à comprendre et accessibles à tous, demandez à ce qu'ils produisent un organigramme indiquant qui est responsable de quelles études et demandez à ce qu'il soit mis à disposition dans votre langue nationale.

Influencer la stratégie de la Banque

Pour influencer la stratégie de la Banque, vous aurez besoin de comprendre la stratégie ou les plans existants et vous devrez avoir fait une analyse des liens pertinents avec le contexte local, national ou régional. Une meilleure appréciation des stratégies et des plans dans leur ensemble peut aussi :

- Aider à expliquer le raisonnement de la Banque ou son orientation globale de manière à faire la lumière sur la nature de la mise en œuvre et le choix des projets ou du financement
- Servir de ligne de référence ou de point de départ pour évaluer si la Banque réalise localement ce qu'elle s'était fixée de faire dans un rayon plus vaste
- Rendre votre collaboration avec le personnel local plus convaincante en permettant une meilleure appréciation de leurs directives et de la manière dont ils sont tenus de rendre des comptes
- Renforcer la crédibilité de votre organisation ou de votre réseau en tant que ressource informée qui peut « parler la langue de la Banque » et comprendre les exigences du personnel de la Banque dans le pays hôte.

⁸⁴ Projet Bretton Woods & World Vision (2002), *New report queries World Bank influence over PRSP analysis*.

www.brettonwoodsproject.org/article.shtml?cmd%5B126%5D=x-126-16052 . p.33. Tous les termes ci-dessous sont expliqués à la section 6.

⁸⁵ Prêts du FMI.

Vous ne pourrez sans doute pas modifier 'officiellement' la stratégie tant qu'elle n'aura pas été remaniée, mais vous serez à même d'influencer comment les stratégies seront mises en œuvre⁸⁶. Commencez avec des vues d'ensemble générales des stratégies pertinentes dans ce document, (index) et continuez vos recherches en utilisant les ressources de ceux qui sont les 'observateurs de la Banque' et ont peut-être déjà fait une analyse détaillée des stratégies de la Banque

'Observer' la Banque

Plusieurs organisations ou initiatives suivent et analysent les politiques, les activités et les projets de la Banque mondiale. En vous familiarisant avec les perspectives et les ressources de certaines de ces organisations, vous pouvez disposer de 'raccourcis' pour observer et comprendre la Banque.

ActionAid (www.actionaid.org, www.actionaidusa.org, www.actionaid.org.uk) : Agence internationale de lutte contre la pauvreté dont le but est de combattre la pauvreté dans le monde entier. ActionAid travaille avec des coalitions de populations pauvres et marginalisées à travers le monde, pour faire en sorte que leur point de vue exercent une influence sur les politiques qui affectent les pays en développement en interpellant les gouvernements et les institutions.

Forum africain et réseau sur la dette et le développement (AFRODAD) (www.afrodad.org) : organisation africaine qui plaide pour des mécanismes financiers novateurs pour le développement et la gestion transparente des ressources publiques.

Centre d'information de la Banque mondiale (BIC) (www.bicusa.org) : ONG indépendante qui s'associe avec la société civile dans les pays en développement et les économies en transition pour influencer les institutions financières internationales (IFI). Le site web du BIC dispose de toute une gamme de ressources et d'outils utiles pour les militants (en anglais, hindi, indonésien, russe et chinois), y compris un guide sur la protection de vos droits et la procédure à suivre si vos droits sont violés.

Projet Bretton Woods (www.brettonwoodsproject.org) : initiative indépendante qui travaille avec un réseau de plus de 7 000 organisations non gouvernementales, décideurs, journalistes, chercheurs et parlementaires à travers le monde pour faire pression pour plus de transparence et pour une meilleure participation de la société civile aux politiques et aux interventions de la Banque mondiale et du FMI. C'est un fournisseur d'information clé, un informateur des médias et un gardien officiel qui passe au crible et influence les IFI par le biais de notes d'information, de comptes rendus et d'un bulletin bimensuel, *Bretton Woods Update*.

Réseau de citoyens sur les services de base (Citizens Network on Essential Services – CNES) (www.servicesforall.org) : œuvre à démocratiser la gouvernance nationale et mondiale en soutenant les groupes de citoyens qui s'efforcent d'influencer les décisions politiques sur les services de base comme l'eau, l'électricité, l'éducation et la santé. Le CNES dispose d'une bibliothèque virtuelle sur les enjeux de l'eau et une liste de diffusion.

⁸⁶ O'Connell, Mary et Belinda Calaguas (2005), *World Bank Primer: An overview document of the structure of the World Bank Group and those elements of it relating to the domestic water sector*. For WaterAid staff and Partner organizations. WaterAid Public Policy and Education Department, pp. 17-20.

CIVICUS (www.civicus.org) : alliance internationale dédiée au renforcement de l'action citoyenne et de la société civile.

Réseau européen sur la dette et le développement (EURODAD) (www.eurodad.org) : réseau de 57 ONG de développement dans 18 pays d'Europe axées sur l'annulation de la dette, l'efficacité de l'aide, la conditionnalité des IFI, la fuite de capitaux et la réglementation financière. Il fait pression sur les décideurs européens et internationaux pour qu'ils honorent leurs obligations tout en renforçant les capacités de la société civile à influencer les politiques dans leurs pays respectifs. EURODAD diffuse des informations sur la Banque mondiale et fournit une liste de diffusion pour diffuser des mises à jour sur les Documents de stratégie de réduction de la pauvreté et l'annulation de la dette.

Food and Water Watch (www.foodandwaterwatch.org) : ONG qui travaille avec les organisations locales à travers le monde pour plaider en faveur de politiques générales pour une eau salubre et des aliments sains produits d'une manière humaine et durable. Elle plaide aussi pour un contrôle public plutôt que privé des ressources en eau, y compris sur les océans, les cours d'eau et les nappes phréatiques. Le site web du Food and Water Watch contient des informations non seulement en anglais mais aussi en espagnol et en portugais et plusieurs moyens d'agir immédiatement sur les politiques de l'eau et l'alimentation, ainsi qu'un blog pour un partage et un apprentissage interactifs.

IFlwatchnet (www.iflwatchnet.org) : relie plus de 60 organisations issues de 35 pays qui surveillent les IFI. Pour sa part, IFlwatchnet ne fait pas de surveillance ni de campagne mais il soutient ce genre d'activités en regroupant l'information avant de la diffuser et en améliorant la communication entre ses membres.

Confédération syndicale internationale (CSI) <http://www.ituc-csi.org/> : organisation syndicale internationale qui représente les intérêts des travailleurs dans le monde entier. Elle compte 312 organisations affiliées dans 156 pays et territoires, avec un nombre de membres cumulés de 176 millions de travailleurs. La CSI collabore avec la Banque sur des questions touchant aux droits des travailleurs et à la protection sociale.

Oxfam (www.oxfam.org) : confédération internationale de 14 organisations qui travaillent dans 99 pays avec des partenaires et des alliés dans le monde entier. La mission d'Oxfam est de trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice en travaillant directement avec les communautés et en usant de son influence pour veiller à ce que les pauvres puissent améliorer leurs conditions de vie et leurs moyens de subsistance et se faire entendre lors de la prise de décisions qui les touchent.

Waterwiki : Il s'agit d'une plate-forme en ligne qui relie les professionnels de l'eau intéressés par une collaboration en ligne. Elle dispose d'une page dédiée à la Banque mondiale et vous pouvez vous y inscrire pour poser des questions, partager des études de cas et échanger des expériences avec d'autres professionnels de l'eau. Consultez : http://waterwiki.net/index.php/World_Bank

Le site de l'eau sur Ning.com – Créez votre propre réseau social grâce à Ning.com et/ou connectez-vous à d'autres professionnels de l'eau sur le site de l'eau : www.watersite.ning.com

Les changements climatiques et l'eau

Durant l'examen stratégique du FAN, les membres ont identifié à maintes reprises les changements climatiques comme un facteur clé dans la précarité des ressources en eau, qui vient souvent exacerber les questions liées à la gestion de l'eau. Les changements climatiques et l'eau sont donc identifiés comme un thème prioritaire dans la stratégie du FAN.

Beaucoup de membres du FAN travaillent avec les communautés sur des projets novateurs de gestion des ressources en eau. Certains tentent d'influencer les politiques et de nouer un dialogue avec leur gouvernement au niveau national, d'autres s'investissent dans des interventions communautaires et d'autres encore participent à des recherches. Toutefois, la coordination fait défaut, les ressources sont difficiles à accéder et les politiques sont floues. Nous nous efforçons de trouver des moyens de lier les travaux de nos membres à d'autres processus nationaux, régionaux et internationaux.

Il peut s'avérer difficile de comprendre les politiques et les débats complexes, en particulier d'identifier quelles sont les possibilités d'un engagement sensé et d'un travail d'influence et le moment opportun. En outre, acquérir une meilleure appréciation de la manière d'accéder à un financement essentiel pour l'adaptation pertinente en apprenant à partager les acquis et à collaborer avec d'autres acteurs compétents sont des processus qui peuvent se révéler complexes et obscurs.

Le FAN a commencé à travailler pour veiller à ce qu'une prise en compte des changements climatiques d'amont en aval soit réciprocquée par une approche d'aval en amont pour mieux éclairer les politiques et les pratiques. À cette fin, le FAN est membre de la Coalition de l'eau et du climat⁸⁷ qui tente de placer la gestion des ressources en eau au cœur des réponses politiques en matière de changements climatiques. Une petite délégation de membres du FAN a assisté à la seizième Conférence des Parties (COP 16) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) à Cancun au Mexique en décembre 2010. Vous trouverez un complément d'information à ce sujet sur notre site web.

Collaborer au niveau international – lors des négociations de haut niveau – n'est qu'un élément. La collaboration au niveau national (intégration/planification de l'adaptation) revêt une importance vitale. Comme la Banque est un important organisme de mise en œuvre, qui tient les cordons de la bourse et s'impose comme un partenaire influent à long terme des gouvernements nationaux, il est important de collaborer avec la Banque dans ce domaine au niveau national. Travailler pour mieux comprendre et accéder à l'information sur la redevabilité et la transparence du financement et des projets – notamment à mesure que plus de fonds deviennent disponibles pour l'adaptation aux changements climatiques ou pour des interventions qui y sont liées – sera une façon importante et éventuellement puissante de provoquer des changements et de garantir des interventions durables appropriées.

Bien que les répercussions des changements climatiques soient par définition très incertaines, il est indéniable que les changements climatiques 'remettent en question les principes qui sous-tendent la gestion de l'eau, y compris la prise de décisions qui s'appuie sur des tendances historiques et des notions de variabilité prévisible des précipitations et des débits fluviaux⁸⁸. Or, c'est sur ceux dont l'accès et les droits à des services d'eau et d'assainissement et un niveau de vie adéquat sont déjà insatisfaits ou menacés que ce caractère imprévisible de l'eau aura l'impact le plus marqué.

⁸⁷ www.waterclimatecoalition.org

⁸⁸ Nicol, Alan et Nanki Kaur (mars 2009), *Adapting to climate change in the water sector*. Overseas Development Background Note.

Fonds d'investissement pour le climat (FIC)

Les FIC sont des instruments financiers conçus pour piloter le développement à faible empreinte carbone et résistant au climat par le biais de fonds fiduciaires multidonateurs. Les principes et les politiques qui gouvernent ces fonds sont décidés par les donateurs et les bénéficiaires⁸⁹ tandis que la Banque remplit le rôle de secrétariat et se charge du décaissement des fonds. Il y a deux fonds au sein des FIC : le Fonds de technologie propre (FTP) et le Fonds stratégique pour le climat (FSC). Au sein du FSC figurent trois programmes pour piloter de nouvelles approches en matière de changements climatiques : le Programme pilote pour la résistance aux chocs climatiques (PPRC) ; le Programme d'investissement pour la forêt (FIP) ; et le Programme de développement accéléré des énergies renouvelables dans les pays à faible revenu (PDER).

Au mois de mars 2010, les bailleurs⁹⁰ ont promis \$6,2 milliards de dollars aux FIC – dont \$4,9 milliards était destiné au Fonds de technologie propre.

Le document de travail, *Looking Ahead for Lessons in the Climate Change Investment Funds*⁹¹, a été commandité en mars 2010 par l'Unité administrative du FIC. Le document soulignait les pressions auxquelles sont confrontés les FIC pour faire preuve de rapidité, de simplicité et de souplesse et avoir des impacts à long terme inédits et de qualité.

Possibilités offertes par le FIC

Une ambition cruciale du FIC est d'arriver à un 'un impact transformationnel'. Mais il n'y a pas de définition de ce à quoi cela devrait ressembler en fonction des différents programmes, contextes et résultats souhaités ; il n'y a pas non plus de critères convaincants pour arriver à ces résultats. Actuellement les FIC 'apprennent par la pratique' à mesure que les pays développent et mettent en œuvre des stratégies FIC⁹², par conséquent ils 'vise[nt] à se développer comme un réseau d'apprentissage mondial, de renforcement et de partage des connaissances à travers les frontières régionales, nationales et communautaires et en créant, en tant que de besoin, des solutions intégrées'.

Le FIC pourrait éventuellement constituer une source précieuse d'apprentissage et servir de point d'entrée utile à ceux qui emploient d'ores et déjà des 'approches transformationnelles'⁹³.

⁸⁹ Le lecteur pourra obtenir des détails complets sur le site web des CIF http://www.climateinvestmentfunds.org/cif/CTF_Governance et sur <http://www.climateinvestmentfunds.org/cif/node/3>

⁹⁰ Allemagne, Australie, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, France, Japon, Norvège, Pays-Bas, Suède et Royaume-Uni.

⁹¹ Radner, James (4 mars 2010), *Looking Ahead for Lessons in the Climate Change Investment Funds: A report on emerging themes for learning*. (Executive Summary) Consultative Discussion Paper. School of Public Policy and Governance. University of Toronto. Disponible sur: <http://www.climateinvestmentfunds.org/cif/sites/climateinvestmentfunds.org/files/images/LessonsLearntReportExecutiveSummary3-8-2010.pdf>

⁹² Ibid. p. 4.

⁹³ <http://www.climateinvestmentfunds.org/cif/node/7>

L'Unité de financement du carbone (CFU)

La CFU se sert des contributions des gouvernements et des compagnies pour racheter des réductions d'émission de gaz à effet de serre basées sur des projets dans des pays en développement et des économies en transition. Les réductions d'émission sont achetées par le biais de l'un des fonds carbone de la CFU au nom du contributeur et dans les délais impartis par le Mécanisme de développement propre (MDP) ou l'exécution conjointe du Protocole de Kyoto.

La CFU ne prête pas ou ne cède pas de ressources – les achats de réduction d'émission constituent une transaction commerciale. La Banque estime que le financement du carbone 'offre un moyen de faire levier sur de nouveaux investissements privés et publics dans des projets qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre, et par conséquent, atténuent les changements climatiques tout en contribuant au développement durable⁹⁴.

D'aucuns soutiennent, toutefois, que les primes offertes par certains acheteurs sur le marché du carbone, y compris les fonds carbone gérés par la Banque, n'ont pas été suffisantes pour améliorer sensiblement le taux interne de rendement des projets axés sur les énergies renouvelables⁹⁵. Les investissements soutenus de la Banque dans des projets intensifs en émissions, comme les centrales alimentées au charbon, en pétrole ou en gaz, ont aussi un impact sur la valeur mondiale des crédits carbone.

Possibilités de collaboration avec la Banque mondiale sur les changements climatiques

Missions conjointes sur le Programme pilote pour la résistance aux chocs climatiques (PPRC)

Le but principal du PPRC est d'intégrer l'adaptation dans le développement de façon à ce que le développement soit 'à l'épreuve du climat'. Cela comporte deux étapes de financement : la phase un de financement consiste à développer un Programme stratégique de résistance aux chocs climatiques (PSRC) et la phase deux vise ensuite à fournir un financement beaucoup plus important pour mener à bien concrètement le PSRC. Mais avant l'une et l'autre phases, des 'missions conjointes' sont réalisées dans les pays récipiendaires.

À ce jour, ces missions conjointes n'ont guère montré l'exemple en termes de représentation de la société civile ; néanmoins, elles offrent des possibilités. Les parties qui souhaiteraient y participer peuvent faire part de leur intérêt aux agents de la Banque mondiale et du DfID. Des comptes rendus sur les missions conjointes actuelles figurent sur le site web FIC de la Banque mondiale. Un deuxième cycle de missions a débuté en 2010.

Actuellement, les banques régionales de développement (BAD, BAfD) sont excessivement influentes dans ce processus et davantage de voix des OSC seraient les bienvenues.

Surveillance du Fonds d'investissement pour le climat

L'une des nouveautés concernant la structure de gouvernance du FIC réside dans le fait qu'il comprend des observateurs ONG. Il y a deux comités globaux du fonds fiduciaire – un pour le FTP et l'autre pour le FSC – lequel comprend trois sous-comités.

⁹⁴ <http://go.worldbank.org/ALHZMY49B0>

⁹⁵ Ibid.

Ci-dessous figurent des liens pour vous aider à trouver les coordonnées pour vous mettre directement en rapport avec ces observateurs ; si vous souhaitez vous mobiliser, vous pouvez les approcher directement :

Observateurs du Comité du Fonds fiduciaire de technologie propre (FTP) –
http://www.climateinvestmentfunds.org/cif/CTF_Observers

Observateurs du Comité du Fonds stratégique pour le climat (FSC) –
http://www.climateinvestmentfunds.org/cif/SCF_Observers

FSC – Sous-Comité du Programme d'investissement pour la forêt –
http://www.climateinvestmentfunds.org/cif/FIP_Observers

FSC – Sous-Comité du Programme pilote pour la résistance aux chocs climatiques –
http://www.climateinvestmentfunds.org/cif/ppcr_observers

FSC – Sous-Comité du Programme de développement accéléré des énergies renouvelables –
http://www.climateinvestmentfunds.org/cif/SREP_Observers

Prochaines étapes

Ce guide est la première étape de la prochaine phase de collaboration du FAN et de son soutien pour la mobilisation du secteur. Les expériences des membres du FAN dans leurs relations avec la Banque mondiale varient entre les membres et d'une région à l'autre et, par conséquent, ce format ne convient pas pour capturer tous les types de collaboration et les opportunités qui peuvent se présenter. Nous espérons que ce guide sera utile à mesure que nous avançons dans la discussion des problèmes qui y sont abordés en mettant en pratique les idées qu'il renferme.

Nous nous réjouissons de vos contributions et de recevoir des exemples de la manière dont ce manuel vous aura servi à collaborer avec la Banque mondiale et nous avons l'intention de diffuser ces exemples par le biais de notre site web et d'une publication complémentaire que nous préparerons l'an prochain.

N'hésitez pas à rectifier, compléter, remettre en question et exploiter l'information que nous avons recueillie, à mesure que nous nous efforçons d'améliorer notre impact aux yeux de la Banque, l'une des parties prenantes les plus puissantes non seulement dans le secteur mais aussi dans tous les programmes de développement et de lutte contre la pauvreté à travers le monde.

Ce guide est l'une d'une série de publications que le FAN a préparées pour contribuer à renforcer les capacités de ses membres. Nous avons aussi produit un Manuel destiné aux activistes sur les droits à l'eau et l'assainissement pour améliorer notre approche du plaidoyer basée sur les droits de l'homme. Il fournit des suggestions inédites et pratiques pour promouvoir et protéger les droits à l'eau et l'assainissement. En 2011, nous allons organiser à l'intention de nos membres une formation sur les deux manuels qui sera impulsée par la demande.

Vous trouverez ce guide, d'autres ressources associées, des liens à nos discussions en ligne et des tribunes permanentes de dialogue sur www.freshwateraction.net/worldbank

Sigles et abréviations :

AE&A	Approvisionnement en eau & assainissement
BIC	Centre d'information de la Banque mondiale
BIE	Bureau indépendant d'évaluation (FMI)
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
CAS	Stratégie d'aide-pays
CFU	Unité de financement du carbone
CIRDI	Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements
CNES	Réseau de citoyens sur les services de base
CPIA	Évaluation de la politique et des institutions nationales
CPR	Notation IDA de la performance d'un pays
CSI	Confédération syndicale internationale
DFID	Département britannique pour le développement international
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
ESW	Activités économiques et sectorielles
FAN	Freshwater Action Network/Réseau d'action pour l'eau
FIC	Fonds d'investissement pour le climat
FIP	Programme d'investissement pour la forêt
FMI	Fonds monétaire international
FRPC	Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance
FSC	Fonds stratégique pour le climat
FTP	Fonds de technologie propre
GBM	Groupe de la Banque mondiale
GERN	Gestion de l'environnement et des ressources naturelles
GGRE	Groupe de gestion des ressources en eau
GIRE	Gestion intégrée des ressources en eau
IDA	Association internationale de développement
IFC	Société financière internationale
IFI	Institution financière internationale
IRAI	Indice IDA d'allocation de ressources
JFC	Comité de facilitation conjoint
MDP	Mécanisme de développement propre
MIGA	Agence multilatérale de garantie des investissements
OBA	Aide basée sur les résultats
OED	Service d'évaluation des opérations
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
PDER	Programme de développement accéléré des énergies renouvelables (dans les pays à faible revenu)
PIC	Centre d'information du public sur la Banque
PMA	Pays les moins avancés

PPD	Prêt de politique de développement
PPRC	Programme pilote pour la résistance aux chocs climatiques
PSTE	Pays pauvres très endettés
PRSC	Crédit d'appui à la réduction de la pauvreté
PSDS	Stratégie de développement du secteur privé
PSIA	Analyse de la pauvreté et de l'impact social
PSP	Partenariat du secteur privé
PSRC	Programme stratégique de résistance aux chocs climatiques
SIAP	Plan d'action pour des infrastructures durables
TTL	Chef de projet
WRMG	Groupe de gestion des ressources en eau
WRSS	Stratégie du secteur des ressources en eau
WSP	Programme Eau et Assainissement



Further Information

Freshwater Action Network
2nd Floor
47 - 49 Durham Street
London
SE11 5JD
United Kingdom

Phone: +44 (0)20 7793 4522
Fax: +44 (0)20 7793 4545
Email: fan@freshwateraction.net
Website: www.freshwateraction.net

FAN



UKaid
from the Department for
International Development

This is **naturally responsible** Printing **Zero** waste to landfill

100%	100%	100%	100%	100%	100%
carbon neutral	EMAS	renewable energy	ISO14001	eco-friendly simitri toner	recycled FSC stock

printed by **seacourt**, proud to be counted amongst the top environmental printers in the world www.seacourt.net